

# Journal d'Afrique Centrale - R.D.C.

du 1<sup>er</sup> au 15 Septembre

n° 299



Chronique réalisée par Luc de l'Arbre

Jeudi 1er septembre.

## **RDC : Jean-Michel Dumond invite toutes les forces politiques à participer au dialogue.**

L'ambassadeur de l'Union européenne en RDC, Jean-Michel Dumond, invite toutes les forces politiques à participer au dialogue qui s'ouvre ce jeudi 1er septembre. Ce forum qui s'ouvre ce jeudi a été convoqué par le chef de l'Etat pour permettre la tenue d'élections «apaisées» et «crédibles». Mais plusieurs opposants boycottent ce dialogue, exigeant le respect de certains préalables notamment la libération des prisonniers politiques. Jean-Michel Dumond dit être conscient de la méfiance de certains acteurs et invite le gouvernement à des «efforts de décrispation». Pour Jean-Michel Dumond, l'Union européenne juge « indispensable un consensus politique qui permette d'organiser les élections dans le cadre fixé par la constitution ».

**RDC: la loi sur la protection des défenseurs des droits de l'homme en élaboration.** Les défenseurs des droits de l'homme évoluant en RDC ont validé mercredi 31 août à Kinshasa l'avant-projet de loi portant protection et responsabilité des défenseurs des droits de l'homme en RDC. Ce texte de loi, proposé par la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) avec l'appui du Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH), a été validé après trois jours des travaux qui ont réuni à Kinshasa depuis mardi plusieurs acteurs de la société civile ainsi que les militants des droits de l'homme. Le texte délimite les compétences du défenseur des droits de l'homme en RDC. Il décrit également ses droits et ses obligations vis-à-vis de l'Etat, afin qu'il bénéficie de ce dont il a besoin pour bien faire son travail.

**Dialogue: le MRL réitère son appel au Rassemblement.** Le Mouvement des réformateurs libéraux (MRL), parti membre de la Majorité présidentielle, invite les opposants réunis au sein du Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement, à rejoindre le dialogue qui s'ouvre jeudi 1er septembre, «pour un dialogue inclusif.» Le président de ce parti, Thierry-André Kakwata assure que les débats se dérouleront dans le respect de la constitution et que ce dialogue aboutira à la tenue d'élections crédibles, transparentes et apaisées. Il y a une semaine, le président du MRL avait estimé que certaines revendications de l'opposition avaient été satisfaites.

A l'occasion, il avait invité les opposants à participer aux discussions qui seront organisées au cours de ce forum et à y poser les problèmes non résolus.

**RDC: Jean -Michel Dumond appelle au maintien du moratoire sur l'exploitation forestière.**

Ce moratoire doit être maintenu, selon Jean-Michel Dumond, l'ambassadeur de l'Union européenne en RDC tant que les exploitants forestiers, le gouvernement et les populations dépendants des forêts n'arriveront pas à se mettre d'accord sur des protocoles assurant une gestion à la fois environnementale et sociale satisfaisante des forêts congolaises. M. Dumond a justifié sa position par le fait que le taux de déforestation en RDC est très élevé. Il est de l'ordre de 0,37% par an, «ce qui est beaucoup » a-t-il estimé. Avec cette situation, a-t-il poursuivi, la RDC est devenue émettrice de carbone à cause de la transformation des forêts à de terres agricoles ; alors qu'elle est pourtant le 2ieme poumon vert de la planète.

**Nord-Kivu : 6 FDLR tués dans une opération des FARDC à Bwito.** Les FARDC ont mené, du 25 au 31 août, dans la chefferie de Bwito en Territoire de Rutshuru(Nord-Kivu),une opération militaire contre des groupes armés qui sévissent dans ce territoire. Six rebelles FDLR ont été tués, quinze ont été capturés, annoncent les sources militaires. Cette opération a aussi permis aux forces loyalistes d'interpeller quarante-six dépendants de ces rebelles, dont douze enfants.

**Bukavu: manifestation populaire contre la pénurie d'eau à Ibanda.** Plusieurs habitants du quartier Panzi dans la commune d'Ibanda (Bukavu) ont manifesté jeudi 1er septembre devant la mairie de cette ville pour dénoncer la pénurie d'eau potable durant près de 13 ans.

**Des échauffourées signalées à Kinshasa.** Des échauffourées ont été signalées l'avant midi du jeudi 1er septembre dans les quartiers Lemba, Limete et Kasa-Vubu à Kinshasa, à la suite d'une manifestation organisée par des jeunes se disant hostiles au dialogue politique, dont l'ouverture a été annoncée pour le même jour dans la capitale congolaise, selon des sources locales. Une dizaine d'entre ces personnes ont été interpellées.

**Uvira: rareté de denrées importées de Bujumbura.** Plusieurs produits de première nécessité importés de la ville de Bujumbura (Burundi) se font de plus en plus rares depuis deux semaines à Uvira (Sud-Kivu). Les produits concernés sont notamment de la farine de semoule et de froment, du sel, du riz, le haricot, des produits maraichers comme l'oignon, la tomate et le poireau, ainsi que des produits du lac comme les fretins, les poissons communément appelé Mikeke. Selon des commerçants d'Uvira, cette situation est consécutive à la mesure prise depuis quelque mois par les autorités burundaises de suspendre l'exportation de ces produits agricoles.

**RDC: début du dialogue politique.** Les travaux du dialogue politique en RDC ont été lancés jeudi 1er septembre à Kinshasa. Ce forum qui a été convoqué depuis l'année passée par le chef de l'Etat pour permettre l'organisation d'élections « apaisées » et « crédibles » va réunir près de deux cents délégués de l'opposition, de la majorité et de la société civile. Alors que certains opposants dont Etienne Tshisekedi ont boycotté la rencontre, le facilitateur Edem Kodjo a souhaité que « la main tendue en direction des partis qui ne sont pas encore avec nous dans la salle soit attrapée pour que toute la famille se réunisse au grand complet ». L'ancien Premier ministre togolais a fait savoir que le dialogue était fondé sur la constitution congolaise. Il a indiqué que les participants allaient débattre des moyens pour organiser des élections libres, crédibles et apaisées. M. Sidikou, le chef de la Monusco, a fait savoir que « le dialogue reste la seule voie pour sortir de l'impasse actuelle ». «L'alternative, c'est la violence », a-t-il prévenu et il s'est félicité de l'ouverture du dialogue qu'il a souhaité « le plus inclusif et crédible possible ». « L'absence d'une partie de la classe politique met en exergue la nécessité de poursuivre nos efforts pour les amener à se

joindre à ce processus en leur demandant de faire preuve de plus de flexibilité », a déclaré Maman Sidikou. Smail Chergui, le commissaire de l'UA a affirmé que l'UA a souhaité voir l'ensemble des sensibilités politiques congolaises prendre part au dialogue. Smail Chergui a félicité les autorités congolaises qui ont pris en compte « les appels de la communauté internationale en prenant des mesures dans le sens de la décrispation du climat politique avec la libération de quelques prisonniers politiques et la réouverture de certains médias ». Le commissaire de l'UA a exhorté les autorités congolaises à intensifier ces mesures. Certains partis de l'opposition refusent ce dialogue et exigent le respect de certains préalables notamment la libération de tous les prisonniers politiques ainsi que l'ouverture des médias de l'opposition qui ont été fermés.

#### **Echauffourées au meeting de l'opposition: 12 personnes condamnées à Lubumbashi.**

Douze personnes interpellées pendant les échauffourées entre policiers et militants de l'opposition lundi 29 août dernier ont été condamnées mercredi par le Tribunal de grande instance de Lubumbashi. Six autres personnes interpellées lors de ces échauffourées ont été acquittées. Elles ont été jugées dans un procès en flagrance.

#### **RDC: la majorité n'a pas demandé un 3e mandat pour Joseph Kabila, affirme Vital Kamerhe.**

L'opposant Vital Kamerhe a déclaré jeudi 1er septembre à l'ouverture du dialogue politique que lors des travaux préparatoires de ce forum, les délégués de la majorité présidentielle n'avaient pas demandé un troisième mandat pour l'actuel chef de l'Etat Joseph Kabila. Vital Kamerhe qui prend part au dialogue appelle les autres opposants à participer à ce forum censé permettre la tenue d'élections « apaisées » et « crédibles ».

Vendredi 2 septembre.

**RDC: pour le Rassemblement, «le vrai dialogue inclusif n'a pas encore commencé».** Alors que le dialogue politique a débuté le 1er septembre à Kinshasa, la coalition de l'opposition «Rassemblement des forces acquises au changement» en appelle à la tenue «d'un vrai dialogue inclusif», estimant que celui ouvert ne l'est pas. «Ce que les collègues sont en train de faire, c'est le dialogue au sein de la famille politique à laquelle on n'appartient pas. Ce n'est pas le dialogue inclusif qu'on attendait. C'est le monologue au sein de la famille politique kabiliste», a déclaré l'opposant jeudi après avoir déposé un mémorandum du Rassemblement à la MONUSCO.

**Dialogue: l'Opposition républicaine menace de suspendre sa participation.** La plateforme Opposition républicaine (OR), qui a pour autorité morale le président du Sénat Léon Kengo wa Dondo, menace de suspendre sa participation au dialogue politique. L'OR, qui a pris part à l'ouverture de ce forum, dit avoir constaté que ce forum n'est pas inclusif. «L'opposition Républicaine attire l'attention de la communauté nationale et internationale sur le fait que si le dialogue, voulu inclusif, perdure dans son état actuel, elle se réserve le droit d'y suspendre sa participation », menace Bofassa Djema, modérateur de l'OR. Cette plateforme avait déjà, le 23 août 2016, refusé de participer au dialogue politique dans son format actuel, estimant que le caractère inclusif de ce forum voulu par l'ordonnance présidentielle qui le convoque ainsi que la Résolution 2277 du Conseil de sécurité de l'ONU, n'était pas respecté. Les animateurs de l'OR avaient finalement revu leur position et ont pris part au lancement des travaux du dialogue politique.

**Dialogue: les Etats-Unis appellent les participants à dégager un consensus.** Le gouvernement des Etats-Unis appelle les leaders politiques et ceux de la société civile de la RDC à participer au dialogue politique et dégager un consensus sur la voie à suivre en RDC. Les Etats-Unis encouragent les parties prenantes à dialoguer pour promouvoir l'organisation d'élections

crédibles, équitables et transparentes et la réalisation d'une passation de pouvoir pacifique et démocratique, poursuit le communiqué. Washington indique, en outre, que «le geste récent du gouvernement de la RDC ayant débouché sur la libération d'un certain nombre de leaders de la société civile est bienvenu, bien qu'il doit s'étendre à d'autres prisonniers et à l'abandon de certaines poursuites.»

**Bilan des échauffourées à Kinshasa: 90 personnes arrêtées (Police).** Le porte-parole de la Police nationale congolaise (PNC), le colonel Mwanamputu, renseigne que quatre-vingt-dix personnes ont été arrêtées jeudi 1er septembre dans les échauffourées qui ont lieu à Limete et Kasa-Vubu à Kinshasa, à la suite d'une manifestation organisée par des jeunes hostiles au dialogue politique. Le colonel Mwanamputu rapporte qu'un des prévenus était muni d'un cocktail Molotov.

**Le vice-ministre Boyamba pour la participation des Congolais de l'étranger au dialogue.** Selon le vice-ministre en charge des Congolais de l'étranger, Antoine Boyamba, la diaspora congolaise, éparpillée sur les cinq continents, représentait environ dix pourcents de la population nationale et regard de son apport à la vie sociale et économique du pays, elle a droit à « une place conséquente aux travaux de dialogue».

**Hôpital du Cinquantenaire de Kinshasa: la grève ne se justifie pas, selon le gestionnaire.** Le docteur Hazib Rahman, responsable gestionnaire de l'Hôpital du Cinquantenaire de Kinshasa a affirmé, jeudi 1er septembre que la grève du personnel congolais de cet hôpital ne se justifiait pas. Il indique que ces travailleurs ont signé un contrat avec la société de sous-traitance dénommée «Force Security» et non avec l'hôpital. Il a aussi dénoncé le fait que les grévistes aient privé les malades des soins, de nourriture et aussi agressé certains responsables de l'hôpital. Les Congolais qui travaillent à l'hôpital du Cinquantenaire observent une grève depuis le 11 juillet. Ils réclament par ce mouvement le paiement d'un mois d'arriéré de salaire.

**La police nationale veut renforcer ses effectifs à Beni.** Le commissaire général de la Police nationale congolaise, le général Charles Bisengima, a annoncé jeudi 1er septembre le renforcement des effectifs de la police dans les villes de Beni et Butembo ainsi que dans les cités d'Oicha et Eringeti (Nord-Kivu). Il l'a fait savoir au cours d'une causerie morale avec les policiers de la garnison de Beni, où il est en mission avec le Chef d'Etat-major général des Forces armées de la RDC. Ce renfort des unités viendra de Goma et Kinshasa.

**Maman Sidikou appelle à un dialogue «plus inclusif» en RDC.** « Nous souhaitons que le dialogue national entre congolais soit le plus inclusif, crédible que possible, conformément aux dispositions pertinentes de la résolution 2277 du conseil de sécurité des Nations unies » a déclaré jeudi 1 septembre le représentant spécial du secrétaire générale de l'ONU en RDC, M. Maman Sambo Sidikou. Il déclare que cette cérémonie d'ouverture des travaux de ce forum est «un pas important», malgré l'absence d'une partie de l'opposition à ces travaux. Il s'agit notamment des membres du Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement et du G7. Tout en saluant «les mesures louables de décrispation déjà prises par le pouvoir en place », M. Sidikou a conseillé à la majorité au pouvoir de faire plus pour créer un climat à même de rendre inclusif ce dialogue.

**Opération Sokola 1: l'armée met en place deux commandements.** L'Etat-major général des Forces armées de la RDC (FARDC) a divisé en deux secteurs opérationnels le commandement des opérations Sokola 1 au Nord-Kivu, ont indiqué vendredi 2 septembre des sources militaires à Radio Okapi. Ce changement de stratégie mis en place depuis mardi dernier vise à accentuer la

pression militaire sur tous les groupes armés actifs dans les territoires de Beni et Lubero. Le premier secteur de commandement portera désormais le nom du « Secteur opérationnel Sokola 1 Nord ». Il est placé sous le commandement du général Marcel Mbangi. Sa base est fixée dans la localité d'Eringeti, victime de plusieurs incursions et attaques de ces présumés rebelles Ougandais des ADF. Le champ d'action de ce secteur est situé entre les localités de Mbau-Eringeti et Kamango. Des sources locales qualifient cette zone de « triangle de la mort » pour avoir connu plusieurs attaques et massacres, attribués aux rebelles ougandais des ADF au cours de ces deux dernières années. Le second secteur de commandement sera appelé « Secteur opérationnel Sokola 1 Sud ». Il sera dirigé à titre intérimaire par l'actuel commandant de la 34e région militaire, le général Fall Sikabwe. Son champ d'action couvrira les cités de Kanyabayonga, Lubero et Mutwanga ainsi que les villes de Beni et Butembo.

**Masisi: les militaires interdits dans des sites miniers.** Le général Jean-Pierre Molondo a prévenu les militaires du Sud-Kivu : « Pas question de militaires dans des sites miniers ! Les sites miniers, ce n'est pas pour nous. Notre mission c'est de faire la guerre, c'est la protection des personnes et de leurs biens. Nous, c'est la sécurité des frontières. Les militaires doivent savoir qu'on ne peut pas tergiverser. » Le général Molondo clôturait une mission de démilitarisation des sites miniers d'Or de Misisi, où l'armée soupçonne quelques militaires répondant aux ordres des officiers FARDC à la retraite de refuser d'être mutés afin de continuer de profiter de la manne minière. D'après des sources sécuritaires, plusieurs généraux à la retraite sont devenus propriétaires des puits d'Or à Masisi et collaborent avec des militaires encore actifs pour assurer la sécurité de ces sites miniers.

**Processus électoral en RDC: tête-à-tête Joseph Kabila - Sassou Nguesso à Kinshasa.** Les deux chefs d'Etat se réjouissent de « la maturité des acteurs politiques congolais concernant le processus électoral » au lendemain de l'ouverture à Kinshasa du dialogue politique. Joseph Kabila et Denis Sassou Nguesso notent que la tenue avec succès des travaux du comité préparatoire et l'ouverture effective du dialogue proprement dit « constituent des pas importants sur la voie de l'organisation des élections crédibles et apaisées en RDC ». Joseph Kabila et Denis Sassou Nguesso ont également « condamné la vague des violences terroristes dans la région et à travers la planète qui n'a pas épargné la RDC, dans sa partie Est, particulièrement dans le territoire de Beni ».

**Dialogue : Etienne Tshisekedi réitère son refus.** Après sa rencontre vendredi 2 septembre avec le président de la République du Congo Denis Sassou Nguesso à Kinshasa, Etienne Tshisekedi a de nouveau refusé, au nom du Rassemblement des Forces sociales et politiques acquises au changement, de prendre part au dialogue politique organisé sous l'égide du facilitateur Edem Kodjo. Ces assises se sont ouvertes la veille à Kinshasa. Vital Kamerhe, co-moderateur de l'opposition au dialogue, a proposé à l'ouverture du dialogue la suspension des travaux pour lui permettre de tenter de convaincre le G7 et le Rassemblement à rejoindre le dialogue. Une démarche que cette plateforme politique rejette.

**Dialogue : les délégués harmonisent leurs listes.** Les travaux du dialogue politique national ont été suspendus vendredi 2 septembre. Cette pause permet aux délégués de différentes composantes qui prennent part à ce forum d'harmoniser leurs listes jusque samedi.

**Kinshasa : les nouvelles dispositions du code du travail au centre d'une matinée juridique à la FEC.** La Fédération des entreprises du Congo (FEC) a organisé, vendredi 2 septembre à Kinshasa, une matinée juridique, à l'intention des patrons d'entreprises privées sur les nouvelles

dispositions du code du travail. Il s'agit principalement des articles modifiés sur le code du travail de 2002.

Samedi 3 septembre.

**Dialogue: les FCIR exigent le départ d'Edem Kodjo.** Les Forces centristes indépendantes de la République (FCIR) exigent le départ du facilitateur du dialogue, Edem Kodjo. Son coordonnateur, Ferdinand Ntua, affirme que l'ancien Premier ministre togolais a échoué dans sa mission de réunir les Congolais autour d'une même table pour la tenue d'un dialogue congolais inclusif. Pour lui, l'Union africaine devrait désigner un autre facilitateur pour le dialogue.

**Le bilan de l'épidémie de choléra en RDC grimpe à plus de 500 morts (OMS).** L'épidémie de choléra en RDC a touché près de 18 000 personnes et fait 517 morts, a indiqué vendredi 2 septembre l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui s'apprête à lancer une campagne de vaccination de 300 000 personnes à Kinshasa. Le choléra est endémique en RDC mais il reste habituellement circonscrit dans l'est du pays. Or cette fois, l'épidémie gagne l'ouest en longeant le fleuve Congo.

**Traque des ADF: les FARDC saluent la coopération avec la MONUSCO.** L'armée congolaise salue la coopération avec la force de la MONUSCO notamment dans la traque des rebelles ougandais des ADF. La reprise de cette coopération a permis d'obtenir plusieurs résultats notamment dans la lutte contre les ADF, accusés de plusieurs tueries dans le territoire de Beni au Nord-Kivu.

**RDC: le Parti socialiste dénonce l'interdiction de son meeting.** Le Parti socialiste dénonce l'interdiction de son meeting prévu samedi 3 septembre dans la commune de Limete. Daniel Mwananteba, premier secrétaire national du PS, déplore une violation flagrante de la loi qui, selon lui, ne va pas dans le sens de la décrispation du climat politique dans le pays.

**Ban Ki-moon: « Seul un dialogue inclusif ouvrira la voie à des élections pacifiques et crédibles »** « Le Secrétaire général exhorte les groupes politiques qui n'ont pas encore rejoint le processus de dialogue à jouer un rôle constructif contribuant à la tenue d'élections crédibles et en temps opportun ». Ban Ki-moon encourage le gouvernement congolais « à poursuivre les mesures de confiance et à faire respecter les libertés et droits fondamentaux consacrés dans la Constitution, en vue de créer une atmosphère propice à un dialogue crédible ».

**Tanganyika: les affrontements entre pygmées et bantous ont repris.** Des affrontements entre les membres des communautés pygmées et bantous ont repris dans le territoire de Nyunzu depuis trois jours. Certaines sources font état de plusieurs morts mais ce bilan n'a été confirmé par aucune source officielle.

**Une partie de Lubumbashi privée de courant suite à un vol des câbles électriques.** C'est pratiquement 90% de la ville qui a été plongée dans le noir pendant plusieurs heures la nuit dernière. Selon le directeur provincial de la Société nationale d'électricité (SNEL), Fridolin Kumbu, cette coupure d'électricité a été causée par le vol de plus de 1 500 mètres de câbles électriques en cuivre au village Shila Tembo.

**Sud-Kivu: reddition d'un présumé FDLR à Sange.** Un présumé combattant FDLR s'est rendu, depuis jours, à la section Désarmement, démobilisation, rapatriement, réintégration et réinstallation (DDRRR) de la MONUSCO, à Sange (Sud-Kivu). Ce présumé FDLR a demandé son rapatriement immédiat au Rwanda. Après vérification complémentaire, la MONUSCO soupçonne que cette

personne soit le «Major Rafiki Castro Yacinthe» qui serait impliqué dans de graves violations des droits de l'Homme et massacre de civils, le 14 mai 2012, Kamananga (Sud-Kivu). Sur demande du ministère congolais de la Justice, la MONUSCO l'a transporté, Vendredi 2 septembre, à Bukavu où il a été remis aux autorités militaires judiciaires congolaises.

**RDC: «Tous pour le Congo» plaide pour un dialogue inclusif.** La plateforme politique «Tous pour le Congo» appelle le chef de l'Etat Joseph Kabila à s'impliquer pour la tenue d'un dialogue inclusif.

**RDC: formation de 40 inspecteurs forestiers à l'Equateur.** L'ONG Conseil pour la défense environnementale, la légalité et la traçabilité (CODELT) a formé, vendredi 2 septembre, quarante inspecteurs forestiers, à Mbandaka (Equateur). Organisée avec l'appui de l'Union européenne, cette formation entend amener ces inspecteurs à améliorer la gouvernance et la fiscalité forestière dans cette partie du pays.

**UNC: Claudel-André Lubaya démissionne de son poste du 1er secrétaire général-adjoint.** Député élu de Kananga (Ex-Kasaï-Occidental), Claudel-André Lubaya a démissionné, samedi 3 septembre, de son poste du premier secrétaire général-adjoint de l'Union pour la nation congolaise (UNC). Il affirme avoir pris cette décision pour exprimer son désaccord à la nouvelle ligne de son parti et son indisponibilité à l'accompagner sur cette voie.

**Dialogue: l'UDPS appelle au boycott de la rentrée scolaire.** L'UDPS appelle les parents à boycotter la rentrée scolaire 2016-2017, fixée au lundi 5 septembre sur toute l'étendue nationale. Le secrétaire général de ce parti de l'opposition, Jean-Marc Kabund-a-Kabund, explique que cet appel fait partie d'actions citoyennes annoncées pour exiger la tenue du «vrai dialogue». Il a également indiqué que cette action devra également se faire en signe de solidarité à de nombreux parents, incapables d'envoyer leurs enfants à l'école en cette rentrée scolaire, faute de moyens.

Dimanche 4 septembre.

**RDC : Ewanga et Lubaya exclus de l'UNC.** Le parti d'opposition Union pour la Nation Congolaise (UNC) de Vital Kamerhe déclare avoir pris acte, samedi 3 septembre, de l'auto-exclusion du parti de Jean Bertrand Ewanga Is'ewanga et Claudel André Lubaya, respectivement ancien secrétaire général et 1er secrétaire général adjoint du parti chargé de l'organisation, de l'implantation et du suivi des fédérations. L'ancien secrétaire général de l'UNC, Jean Bertrand Ewanga, avait démissionné le 30 août de son poste pour dénoncer un désaccord avec son parti sur la question du dialogue qu'il a estimé « comporter un danger pour l'avenir démocratique du pays ». Claudel-André Lubaya a démissionné, samedi 3 septembre, pour exprimer son «désaccord à la nouvelle ligne de son parti et son indisponibilité à l'accompagner sur cette voie».

**Tshuapa : 33 détenus s'évadent de la prison de Boende.** Trente-trois détenus présentés comme « dangereux » se sont évadés, jeudi 1er septembre de la prison de Boende dans la province de la Tshuapa. Seuls deux prisonniers sur les trente-cinq qui étaient incarcérés au bloc A de cette maison carcérale sont restés en prison.

**Rentrée scolaire: engouement des parents au Marché central de Kinshasa.** A 24 heures de la rentrée scolaire 2016-2017, les parents envahissent le Marché central et autres lieux de vente des objets classiques à Kinshasa. Le Marché connaît une grande affluence des parents dont certains sont accompagnés de leurs enfants. A Kinshasa, de nombreux autres parents n'ont pas pu s'approvisionner un peu plutôt faute de moyens financiers.

**Kwilu : 20 policiers blessés à la suite d'une marche de protestation à Bulungu.** Vingt policiers ont été blessés, dont neuf grièvement, samedi 3 septembre à Bulungu, dans la province du Kwilu. Ces policiers ont été blessés lors de la marche de protestation organisée par la société civile pour exiger l'érection de Bulungu-jusqu'ici commune rurale-en ville. Les mêmes sources indiquent que huit autres civils ont aussi été grièvement blessés. Ils suivent des traitements à l'hôpital général de Bulungu.

**Ituri : les FARDC récupèrent le foyer minier de Muchacha.** Les Forces armées de la RDC ont repris vendredi 2 septembre le contrôle de foyer minier de Muchacha dans la réserve de faune à Okapi en territoire de Mambasa(Ituri), après des affrontement qui les ont opposés à la coalition des miliciens Maï-Maï Simba et de Sumbadede. Les rebelles contrôlaient ce foyer minier depuis plusieurs semaines, indiquent des sources sur place.

**Mongala : les usagers de la route Lisala-Bumba boudent le péage.** Les usagers du tronçon Lisala-Bumba refusent de payer le péage instauré d'ici peu sur cet axe de la province de la Mongala. Ils indiquent que cette route est en mauvais. Ce péage est perçu au village Kutu, à 18 km de Lisala, et au secteur de Monzamboli, à 48 km de Bumba. À ces endroits, les conducteurs des motos payent 500 Fc et ceux des véhicules 20 000 FC.

**Sud-Ubangi : une ONG découvre des engins explosifs non explosés à Dongo.** L'Association pour la protection de l'environnement intégral (APEI) a découvert, samedi 3 septembre, des engins explosifs non explosés dans le secteur de Dongo, dans province du Sud-Ubangi. Selon cette ONG, il s'agit de dix obus, neuf mortiers, dix roquettes et d'une fusée éclairante ainsi qu'une grenade à moitié enfouis sous le sol qu'on n'a pas encore déplacés en cette période où les paysans défrichent des champs.

Lundi 5 septembre.

**Bunia : rentrée scolaire incertaine dans une école primaire occupée par les réfugiés.** La rentrée scolaire 2016-2017 prévue lundi 5 septembre risque de ne pas avoir lieu à l'école primaire Kembio, en chefferie de Kakwa (Bunia). Selon la société civile d'Aru, cette institution scolaire est toujours occupée-depuis plus d'un mois-par une centaine de réfugiés du Soudan du Sud qui ont fui les affrontements dans leur pays. Ces réfugiés se servent des locaux de l'école pour leur logement et pour faire la cuisine, a déploré le président de la société civile d'Aru, Sylvain Mambo.

**Le plus grand gorille du monde « à un pas » de l'extinction en RDC.** Le plus grand gorille du monde est au bord de l'extinction, victime d'une poussée de braconnage en RDC. Il ne reste plus que 5.000 spécimens de gorille de l'Est (Gorilla beringei), une espèce majestueuse qui se trouve désormais « à un pas de la disparition », ont annoncé les représentants de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), lors de son congrès international à Honolulu. L'inventaire le plus complet de la faune et de la flore mondiales, mise à jour dimanche: le gorille de l'Ouest, le gorille de l'Est, l'orang-outan de Bornéo et l'orang-outan de Sumatra. Il s'agit de la dernière catégorie avant l'extinction à l'état sauvage. Les chimpanzés et les bonobos sont eux classés "en danger" et également menacés de disparition.

**Nord-Kivu: l'ONG CRDH juge négatif le bilan du couvre-feu à Butembo.** L'ONG Convention pour le respect des droits de l'homme (CRDH) juge négatif le bilan du couvre-feu, instauré pendant deux semaines à Butembo (Nord-Kivu). «Le bilan de ce couvre-feu est largement négatif parce que le pouvoir public n'est pas en mesure de nous dire combien de bandits urbains qu'il a pu arrêter, combien de présumés égorgeurs de la population qu'il a pu arrêter, à part certains leaders



d'opinion, notamment les membres de la société civile, les acteurs des droits de l'homme, les membres des mouvements des jeunes dans la ville de Butembo et certains musiciens locaux qui ont été arrêtés par le service de sécurité», a déclaré samedi 3 septembre Jean-Paul Paluku, président de la CRDH. Il a estimé nécessaire que les responsables politiques associent la population dans la prise de décision sur les questions sécuritaires.

**Les communautés appelées à la cohabitation pacifique à Lubero.** L'administrateur du territoire de Lubero, Bokele Joy, appelle les communautés locales habitant dans les localités de Kyuto et Luhanga à cohabiter pacifiquement et à chercher la paix pour développer ce territoire du Nord-Kivu. Kyuto et Luhanga ont été la semaine dernière le théâtre d'affrontements tribaux, après une attaque attribuée à un groupe Mai-Mai non autrement identifié.

**Le Festival «Tuungane» pour une cohabitation pacifique des communautés à Kiwanja.** Organisé du 2 au 4 septembre à Kiwanja, le Festival «Tuungane» (Retrouvons-nous, en français) a invité les jeunes à participer à la cohabitation pacifique des ethnies de ce territoire du Nord-Kivu. A l'initiative de l'ONG « Umoja Grands-Lacs», cette manifestation a réuni plusieurs groupes culturels du territoire de Rutshuru.

**Deux morts dans des affrontements entre militaires et miliciens à Walikale.** Deux personnes ont été tuées lundi 5 septembre au cours des affrontements qui opposent depuis dimanche les Forces armées de la RDC (FARDC) aux miliciens Mai-Mai Mazembe dans plusieurs villages dans le territoire de Walikale.

**RDC: les élèves reprennent le chemin de l'école.** Les élèves ont repris le chemin de l'école ce lundi 5 septembre en RDC sur fond d'appel à une journée sans école lancé par la coalition de l'opposition «Rassemblement ». Dans plusieurs villes du pays, la rentrée a été timide. Tanganyika. A Kabalo, Kalemie, Kongolo et Moba, dans la province de Tanganyika, la rentrée scolaire a été timide. Selon des responsables de la société civile locale, plusieurs parents éprouvent des difficultés pour acheter les objets scolaires pour les enfants. Kasai. Plusieurs écoles n'ont pas ouvert leurs. A Kananga dans le Kasai-central, seuls quelques élèves ont été aperçus dans les rues. Une situation qui, selon certains responsables d'école a notamment été occasionnée par la pluie qui s'est abattue ce matin dans la ville. Dans la deuxième ville de cette province, Tshimbulu, ce sont les enseignants qui se sont absentés. A Goma au Nord-Kivu, les cours ont bien repris dans la plupart des établissements scolaires. Des élèves étaient visibles ce matin dans les rues de la ville. Dans certaines écoles telles qu'au lycée Chemchem et au collège Mwanza, les enseignants ont présenté les plans des cours et discuté avec les élèves. Plusieurs élèves se sont présentés sans fournitures scolaires, a constaté un reporter de Radio Okapi. A Bukavu (Sud-Kivu), la rentrée scolaire a été effective mais timide ce lundi. Une rentrée qui intervient au lendemain de l'arrestation de douze membres de la société civile. Ces membres de la société civile dont certains sont des militants de la LUCHA, s'apprêtaient à manifester pour exiger la suppression totale de la prise en charge des enseignants par les parents d'élèves. Ils ont été libérés. Des témoins font état d'un déploiement d'éléments de la police devant certaines écoles du centre-ville. Lubumbashi. Les grandes écoles situées au centre-ville de Lubumbashi (Haut-Katanga) ont fonctionné normalement. Dans les autres provinces issues du démembrement du Katanga, la rentrée scolaire a été timide. A Kisangani, les élèves ont été nombreux à reprendre le chemin de l'école alors que certains établissements scolaires continuent les inscriptions. Selon des sources locales, la plupart des écoles ont reçu les élèves.

**Ituri: des habitants réhabilitent une partie de la route Bunia-Mongwalu.** Des jeunes, pour la plupart habitants la localité de Libina en Ituri, effectuent depuis une semaine des travaux de

réhabilitation de la route Bunia-Mongwalu au niveau de l'endroit appelé « pool de la mort », situé dans la commune minière de Mongwalu. Ces travaux, financés par les opérateurs économiques et des associations de creuseurs artisanaux d'or de Mongwalu à hauteur de 1 500 dollars américains, sont supervisés par les autorités locales.

**Kinshasa : des policiers accusés de tracasseries au quartier Badara à Nsele.** Un groupe de policiers est accusé de tracasser la population au quartier Ndola/Badara II dans la commune de Nsele. Il s'agit des policiers commis à la garde d'une concession privée. Ces derniers confisquent les outils aratoires des paysans et exigent de l'argent au passant avant d'accéder à leurs terres, ajoute la même source qui a requis l'anonymat.

**Projet Inga 3 : les soumissionnaires chinois et espagnols retenus.** L'Agence pour la promotion, le développement et la mise en œuvre du projet Grand Inga (ADPI) a reçu le week-end dernier à Kinshasa, les offres de deux soumissionnaires restés en compétition. Il s'agit du groupe d'entreprises chinoises dirigé par China three gorges corporation et le groupe BTP espagnol avec à sa tête l'entreprise ACS. Ces deux soumissionnaires sont retenus pour assister le gouvernement à développer la phase A du projet grand Inga dénommé « Inga III ». Le projet Inga III a été ressuscité en 2013, à la suite d'une promesse faite par l'Afrique du Sud d'acheter plus de la moitié de la production d'électricité du futur barrage (2 500 MW), assurant ainsi une viabilité financière au projet.

**Dialogue : reprise des travaux après deux jours de suspension.** Les travaux du dialogue politique ont repris lundi 5 Septembre après deux jours de suspension. Pour l'heure, l'ordre du jour de ce forum n'est pas encore adopté. L'ordre du jour pourrait être retenu après concertations entre la facilitation et les parties prenantes au dialogue. Ces négociations viseraient à accorder un quota additif aux participants. En attendant, les délégués continuent d'harmoniser leurs listes. A l'ouverture des travaux le 1er septembre dernier, Vital Kamerhe, co-modérateur de l'opposition au dialogue, a proposé la suspension des travaux pour lui permettre de tenter de convaincre le G7 et le Rassemblement à rejoindre le dialogue.

**Beni : Evariste Boshab promet la restauration de la sécurité.** Le vice-Premier ministre en charge de l'Intérieur et de la Sécurité, Evariste Boshab, promet la restauration de la sécurité à Beni au Nord-Kivu. Il a fait cette promesse, lundi 5 septembre, lors de sa mission d'évaluation des mesures prises pour la protection des populations civiles à Beni.

**Dialogue : la plénière revoit à la hausse le quota des participants.** Lors de la reprise des travaux du dialogue lundi 5 septembre, la plénière qui s'est réunie pour la première fois a revu à la hausse le quota des participants à ce forum. Une source proche de la facilitation renseigne que les composantes majorité présidentielle, opposition et société civile, bénéficient de vingt-cinq délégués de plus. En clair, le nombre de délégués de la MP et l'opposition passe de 68 à 93 délégués pour chaque composante. La société civile qui avait 39 délégués, en aura désormais 64. Les personnalités invitées par le facilitateur passent de 25 délégués à 30. L'opposition républicaine quant à elle obtient sept délégués au dialogue. D'après la même source, ce quota a été revu à la hausse à la demande de toutes les parties prenantes.

**Mardi 6 septembre.**

Dialogue : une feuille de route semblable à celle des concertations nationales, selon Thomas Lokondo. La feuille de route du dialogue politique ressemble à celle des concertations nationales, affirme le député de la MP, Henri Thomas Lokondo. Il estime que ce document contient plusieurs

matières qui ne sont pas nécessaires à l'heure actuelle. D'après lui, la feuille de route du dialogue ne devrait comporter que le point relatif au processus électoral « pour gagner le temps ». Quant au nombre de participants au dialogue, l'élu de Mbandaka le juge pléthorique.

**Beni: rentrée scolaire timide à cause de l'insécurité.** La reprise des cours a été timide lundi 5 septembre dans plusieurs écoles du territoire de Beni (Nord-Kivu). Selon le chef de la sous division éducationnelle d'Oïcha, Katindila Vyuma, certains parents n'ont pas envoyé leurs enfants à l'école à cause de l'insécurité et de l'occupation de certaines écoles par des déplacés.

**Nord- Kivu: 20 rebelles tués au cours de l'opération Sokola II.** Les Forces armées de la RDC ont tué vingt rebelles au cours de l'opération Sokola II, menée au mois d'août contre les groupes armés. Selon un décompte de l'armée, parmi ces rebelles on compte 6 combattants rwandais FDLR et 14 éléments des groupes armés locaux. Cette opération a aussi permis aux FARDC de capturer 25 rebelles FDLR alors que 24 autres se sont rendus à la MONUSCO. La même source ajoute que 10 combattants appartenant à des groupes armés locaux ont été arrêtés et sept autres se sont rendus à la mission onusienne.

**L'OVD manque d'argent pour réhabiliter les routes à Kinshasa.** L'Office de voiries et drainage (OVD) n'a pas reçu de moyens financiers conséquents du Gouvernement pour réhabiliter les axes routiers dégradés à Kinshasa, a indiqué son directeur général, Benjamin Wenga. Si les moyens financiers sont disponibles, a-t-il assuré, l'OVD va s'attaquer à ces tronçons délabrés.

**RDC: 6 députés radiés du MLC pour leur participation au dialogue.** Le Mouvement de libération du Congo (MLC) a décidé lundi 5 septembre de radier ses six députés qui ont pris part aux travaux du dialogue politique, ouverts il y a cinq jours à Kinshasa. Le bureau politique du parti de Jean-Pierre Bemba a, par la même occasion, réitéré son refus de participer à ce forum convoqué par le président Kabila.

**RDC: la CENCO pose des conditions pour «maintenir sa participation» au dialogue.** La Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) a réitéré mardi 6 septembre son appel pour «un dialogue inclusif», qui respecte les dispositions de la constitution congolaise. «La CENCO ne pourra pas maintenir sa participation à ce dialogue si le respect de ces exigences fondamentales n'était pas assuré», ont martelé les évêques catholiques dans un communiqué de presse publié à Kinshasa. Pour obtenir un «dialogue national franc et sincère, susceptible de résoudre la crise actuelle que connaît le pays», la CENCO invite toutes les parties prenantes à assurer son caractère inclusif. Les évêques catholiques estiment qu'un «dialogue incluant les grandes familles politiques de l'opposition donnerait plus de chance au pays d'aboutir à la résolution de la crise actuelle de manière consensuelle et durable». Dans ce cadre, les évêques apprécient les «gestes encourageants posés par le Gouvernement » en libérant certains prisonniers politiques et d'opinion. Ils souhaitent, cependant, que ces mesures de grâce soient étendues à «d'autres personnes se trouvant dans les mêmes conditions», sans les citer.

**Haut-Uélé: la société civile «préoccupée» par la présence des éleveurs Mbororo.** La société civile du territoire de Niangara a exprimé mardi 6 septembre sa préoccupation suite à la présence des éleveurs Mbororo dans plusieurs chefferies de ce territoire de la province du Haut-Uélé. Elle s'inquiète de leur expansion dans plusieurs chefferies alors qu'ils auraient été officiellement regroupés par les autorités locales dans une seule chefferie, Manzinga. D'après le président de la société de Niangara, ces éleveurs nomades à la recherche du pâturage sont depuis plusieurs semaines signalées à Kopa, Kerebore, Ngbetu, Mangbele, Okondo et Boïme.

**Kinshasa: liberté provisoire pour un activiste de Filimbi.** Jean de Dieu Kilima, militant du mouvement citoyen Filimbi, a été libéré provisoirement lundi 5 septembre de la prison de Makala à Kinshasa. Il a aussitôt été mis à la disposition de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH), avant sa comparution dans quatre jours. Jean de Dieu Kilima, qui est également membre du Front citoyen 2016, a été arrêté au terme d'un point de presse organisé par ce collectif à Kisangani pour exiger la tenue de l'élection présidentielle dans le délai constitutionnel.

**Kanyabayonga: environ 6 000 déplacés retournent dans leurs villages.** Environ 6 000 déplacés vivant dans des familles d'accueil à Kanyabayonga au Nord-Kivu commencent à regagner leurs villages d'origine à cause de mauvaises conditions de vie. Ils avaient quitté leurs domiciles dans la chefferie de Bwito suite à l'insécurité qui y prévaut.

**Mongala : des veuves de militaires omises des listes de paie.** Des veuves de militaires et quelques anciens combattants des Forces armées de la RDC sont omises de la liste de paie depuis le mois de juillet dernier, dans la province de la Mongala. Seules cent-neuf personnes sur neuf cent trente-deux ont reçu leur rente de survie à la paie du mois d'août. Les omises ont interrogé leur agent payeur d'Afriland First Bank. Ce dernier leur a présenté les listes de paie en provenance du ministère de la Défense nationale à partir de Kinshasa. Sur ces listes, leurs noms n'y figurent pas.

**Dungu: plaidoyer pour la scolarisation des enfants sortis de la rébellion de la LRA.** Le centre de réinsertion et d'appui au développement (CRAD) plaide pour l'encadrement et la scolarisation des enfants relâchés par les rebelles ougandais de LRA. Cette structure en encadre 135. D'après Angélique Nanaika, religieuse responsable de ce centre, quarante-sept enfants seulement sont inscrits dans une école.

**Kinshasa : un numéro vert de SANRU pour les victimes des violences sexuelles.** Le projet Santé rurale (SANRU) a mis en place depuis vendredi dernier un numéro vert pour faciliter la prise en charge des victimes des violences sexuelles. Le responsable de ce projet, Dr Patrick Kanku, a indiqué que cette prise en charge concerne aussi les personnes vivant avec le VIH/sida, les tuberculeux et les malades de paludisme. Les personnes concernées par ces cas peuvent désormais appeler gratuitement le 47 22 de 8 h à 18 h pendant 5 minutes pour soumettre leurs préoccupations et avoir des orientations pour une prise en charge efficace.

**L'issue du dialogue risque de prolonger le mandat de Joseph Kabila, présume l'ASADHO.** L'Association africaine de défense des droits de l'homme (ASADHO) estime que le dialogue politique organisé en RDC risque de prolonger le mandat du président de la République, Joseph Kabila. Dans une lettre du lundi 5 septembre adressée au chef de l'Etat, cette organisation non gouvernementale en appelle à son « sens élevé de responsabilité » pour épargner le pays d'une autre crise. Pour l'ASADHO, la feuille de route du dialogue adoptée par les participants au comité préparatoire prévoit à l'ordre du jour la conclusion d'un accord politique.

**Kalehe : un fermier abattu par des miliciens.** Un fermier a été abattu lundi 5 septembre par des miliciens du groupe armé Nyatura à Kalehe (Sud-Kivu). Les assaillants ont également emporté une dizaine de vaches de la victime.

Mercredi 7 septembre.

**Boycott de la rentrée scolaire: une association de jeunes écrit à Tshisekedi.** L'ASBL «Les jeunes leaders» n'a pas approuvé la journée sans école, décrétée lundi 5 septembre dernier par l'UDPS. Le président de cette association, Papy Pungu a exprimé son indignation dans une lettre ouverte adressée mardi au président de ce parti de l'opposition, Etienne Tshisekedi. Il fait savoir

que l'éducation est un droit fondamental que la constitution reconnaît aux enfants congolais et accuse l'UDPS d'avoir porté atteinte à l'éducation des enfants.

**La police renforce sa présence à Beni et Butembo.** Des renforts des policiers, arrivés mardi à Beni, ont entamé leur déploiement mercredi 7 septembre dans le «grand Nord» de la province du Nord-Kivu. La société civile et la jeunesse de Beni attendent beaucoup de ces policiers, notamment pour faciliter le retour des populations ayant fui l'insécurité occasionnée par les rebelles ADF dans leur milieu.

**Lubumbashi: des enseignants de la Gécamines observent un arrêt de travail.** Les enseignants vacataires de la Générale des carrières et des mines (Gécamines) à Lubumbashi observent un arrêt de travail depuis lundi 5 septembre. Ils conditionnent toute reprise de travail au paiement de trois mois d'arriérés de salaires sur les dix qu'ils totalisent.

**Dialogue : divergence entre la CENI et l'ONU sur la durée d'enrôlement des électeurs.** La Commission électorale nationale indépendante (CENI) et les Nations unies ne parlent pas le même langage concernant la durée nécessaire à l'enrôlement des électeurs. Le communiqué de la facilitation publié mardi 6 septembre renseigne que la centrale électorale propose seize mois et un jour, à partir du mois de février 2016 pour achever cet enrôlement. Pour leur part, les Nations unies avancent une période de dix mois et demi, à partir du 30 juillet 2016. Ces deux points de vue ont été exposés au cours de la plénière du dialogue qui a abordé la question de l'évaluation du processus électoral.

**Beni: le chef de la police congolaise salue l'appui de la MONUSCO.** Le chef de la police congolaise, général Bisengimana, affirme être satisfait de l'appui de la MONUSCO aux Forces armées de la RDC (FARDC) et à la Police nationale congolaise (PNC) pour la protection des civils ainsi que dans le cadre des opérations militaires visant la neutralisation des rebelles ougandais des ADF à Beni.

**Le couvre-feu allégé à Beni.** Le maire de Beni, Nyonyi Bwanakawa, a annoncé mardi 6 septembre l'allègement du couvre-feu instauré depuis près de trois semaines dans les villes de Beni et Butembo. La mesure sera observée désormais de 22 heures à 6 heures du matin.

**Investiture du gouvernement provincial de l'Ituri.** Le gouvernement provincial de l'Ituri a été investi mardi 6 septembre à Bunia. Cette investiture est intervenue après l'approbation du programme d'action du gouverneur Jefferson-Abdallah Pene Mbaka à l'Assemblée provinciale. Ce gouvernement composé de dix ministres se fixe l'objectif de rétablir la sécurité, de lutter contre les tracasseries des hommes armés et de contribuer au développement de l'Ituri.

**Lubumbashi: la CNR vérifie les documents des réfugiés.** La Commission nationale pour les réfugiés (CNR) a lancé mardi 6 septembre l'opération de vérification des documents de réfugiés et demandeurs d'asile à Lubumbashi (Haut-Katanga). Elle veut actualiser les données relatives au nombre de réfugiés et étrangers vivant dans cette partie de la RDC. Cette opération est organisée en collaboration avec le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

**Kananga: les militaires accusés de monnayer la traversée sur le pont Luluwa.** Le président provincial du parti Engagement pour la citoyenneté et le développement (Ecidé), Elie Mputu Kalumba, accuse les militaires commis au pont Luluwa à la sortie de la ville de Kananga de «tracasser» les passants en leur exigeant des sommes allant de 500 à 1000 francs congolais. Ces agents de l'ordre étaient placés au pont Luluwa pour contrer l'avancée éventuelle des éléments du chef Kamwina Nsapu.

**Un chef coutumier abattu à Beni.** Azize Kahindo Balikwisha, chef coutumier du groupement Isale-Bulombo à Beni (Nord-Kivu), a été tué mardi 6 septembre dans la soirée.

**Ordre nouveau, une nouvelle plateforme de l'opposition en RDC.** Une nouvelle plateforme de l'opposition voit le jour en République démocratique du Congo. Il s'agit de l'Ordre nouveau (ON) et regroupe les partis comme Union Démocratique des Jeunes Nationalistes (UDJN), Parti Démocrate Libéral (PADEL) et, Union pour la Reconstruction et le Développement de la République (URDECO).vSelon le porte-parole de l'Ordre nouveau, Jean Willy Kalonji, sa plateforme a pour mission de rapprocher les points de vue de la Majorité présidentielle et de l'opposition.

**RDC: les députés radiés du MLC participent au dialogue pour leurs propres comptes.** Les députés radiés du Mouvement de libération du Congo (MLC) pour leur participation au dialogue vont poursuivre d'apporter leur contribution à ce forum non pas comme membres du MLC mais en leurs qualités de députés nationaux, a affirmé Nicolas Akpanza, l'un des radiés.

**RDC: le calendrier électoral doit être acceptable par tous les Congolais, estime José Makila.** Au cours du débat sur le processus électoral mercredi 7 septembre aux travaux du dialogue politique en RDC, José Makila a estimé qu'un calendrier électoral « acceptable par tous » devrait être proposé à la fin de ce forum. Il a plaidé pour un compromis politique pour organiser des élections « selon les attentes de la population congolaise ».

**Les Kinois divisés sur l'apport des « maitres volontaires » dans la traque des Kuluna.** Les avis des Kinois divergent sur l'apport des « maitres volontaires » dans la lutte contre le banditisme urbain à Kinshasa, appelé Kuluna. Certains habitants pensent que ces jeunes gens aident la police en traquant des délinquants et réduit le taux de criminalité. D'autres par contre ne soutiennent pas cette idée et estiment que ces jeunes se livrent eux aussi à des tracasseries sur la population. Des « maitres volontaires » sont des jeunes sportifs qui se sont organisés pour appuyer la police nationale dans la traque des bandits et autres malfrats qui créent l'insécurité dans la ville de Kinshasa. Ils se font aussi appelés « anti-kuluna ».

**RDC : 152 millions USD de la Banque mondiale et du Japon pour financer le secteur agricole.** La Banque mondiale et le Japon décident de débloquer la somme de cent cinquante-deux millions sept cent mille dollars américains pour financer le nouveau projet du gouvernement de la RDC dans le secteur agricole. Ce projet intitulé «Programme intégré de croissance agricole dans la région des Grands lacs» vise à lutter contre la malnutrition.

Jeudi 8 septembre.

**RDC : l'ADECO de Jonas Mukamba quitte la Majorité Présidentielle.** «Le conseil de fondateurs, réuni en séance extraordinaire ce mercredi 7 septembre 2016 a décidé du retrait volontaire de l'ADECO de la plateforme politique majorité présidentielle», a affirmé la secrétaire générale de ce parti, Tina Dédé Kimoko. Selon elle, l'ADECO se désolidarise de la MP parce qu'elle n'a jamais été associée aux prises de décisions de cette plateforme de soutien au président Joseph Kabila.

**Nord-Kivu: les ravisseurs de 6 humanitaires réclament une rançon.** Selon la police, les ravisseurs de six agents du Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC), enlevés lundi 5 septembre à Masisi (Nord-Kivu), exigent le paiement d'une rançon de 1 000 dollars américains avant leur libération. Ces ravisseurs seraient des miliciens Nyatura. Les six agents du Conseil norvégien pour

les réfugiés ont été enlevés en fin d'après-midi à Mishinga alors qu'ils se rendaient pour une mission humanitaire à Kalembe, 3 km plus loin.

**RDC: 20 000 réfugiés sud-soudanais signalés.** La MONUSCO signale la présence d'environ 20 000 réfugiés sud-soudanais en RDC, « particulièrement » dans les provinces issues du démembrement de la Province Orientale. Ces personnes fuient les affrontements dans leur pays.

**Beni : la justice entend deux imams accusés d'enseigner le terrorisme.** Deux imams et un Sheikh des mosquées de Butembo et Beni ont été entendus mercredi 7 septembre par la Cour militaire opérationnelle du Nord-Kivu qui siège en audience foraine à Beni. Amza Baguma Kasereka, Muhindo Mukanda Djibril et Nuhu Sekundu sont accusés d'avoir donné des enseignements sur le djihad et le terrorisme à des jeunes musulmans dans leurs mosquées.

**La FEC dénonce une double imposition dans l'hôtellerie et la restauration.** Les opérateurs économiques du secteur de l'hôtellerie et de la restauration au sein de la Fédération des entreprises du Congo (FEC) ont demandé mercredi 7 septembre au ministre du Tourisme, Elvis Mutiri, de revoir l'arrêté ministériel instituant une redevance sur les biens de consommation dans les hôtels et restaurants. Les opérateurs économiques estiment que payer une redevance pour des produits et services (nuitée, repas et boisson) pour lesquels la TVA est prélevée constitue une double imposition.

**Beni: des jeunes préoccupés par des appels à la violence sur les réseaux sociaux.** Les membres du collectif « Jeunes unis pour la paix dans le Grand-Nord » se disent préoccupés par les messages de haine, les appels à la violence diffusés à travers les réseaux sociaux dans le territoire de Beni. Il invite le gouvernement à agir en identifiant les numéros de téléphone qui diffusent ces messages.

**Election dans le délai constitutionnel: « totalement impossible », selon Thambwe Mwamba.** Le ministre de la Justice Alexis Thambwe Mwamba, co-modérateur du dialogue pour le compte de la Majorité présidentielle, estime qu'il est « totalement impossible » d'organiser les élections dans le délai constitutionnel. La commission électorale a lancé en juillet l'opération de révision du fichier électorale qui devrait durer 16 mois pour aboutir à la refonte totale de ce fichier électoral avant l'organisation des élections. Pour Thambwe Mwamba, aller aux élections sans renouveler le fichier électoral « signifierait qu'on laisserait de côté à peu près dix-sept millions d'électeurs qui ne seraient pas pris en compte ».

**Ituri: les réfugiés sud-soudanais réclament une assistance.** Les Sud-soudanais qui ont trouvé refuge à Aru en Ituri réclament une assistance urgente en vivres et non vivres. Selon le président de leur regroupement, Charles Amule, ce sont plus 13 000 Sud-soudanais qui ont fui leur pays et trouvé refuge à Aru. Ils vivent dans des familles d'accueil.

**Haut Lomami: plaidoyer pour la réhabilitation « urgente » du pont Lubidji.** La société civile de la cité de Kanyama (Haut Lomami) recommande aux autorités provinciales de réhabiliter en urgence le pont Lubidji qui s'est écroulé en avril dernier. L'écroulement de ce pont occasionne des dépenses supplémentaires pour les opérateurs économiques qui font des transactions commerciales entre Lubumbashi et Mbuji-Mayi en passant par Kanyama.

**Journée « ville-morte » à Kalemie pour dénoncer l'insécurité.** La coordination de la société civile du Tanganyika a décrété jeudi 8 septembre journée « ville-morte » à Kalemie pour protester contre la recrudescence de l'insécurité dans la ville. La plupart des commerces et marchés n'ont

pas ouvert. Cette action a été organisée à la suite du meurtre de deux personnes mercredi au Quartier Dav.

**Kongo central : l'archevêque de Matadi sera inhumé vendredi 9 septembre.** Décédé vendredi dernier à Kimpese, l'archevêque de Matadi, Mgr Gabriel Kembo Mamputu, sera inhumé vendredi 9 septembre à la cathédrale Notre dame Médiatrice, dans le chef-lieu de la province du Kongo central. L'arrivée de sa dépouille est attendue jeudi 8 septembre à Matadi, en provenance de Kimpese, d'où il est décédé à l'âge de 81 ans. Mgr Gabriel Kembo Mamputu a occupé plusieurs charges épiscopales à Matadi. Il était quatrième évêque du diocèse de la ville.

**Bas-Uélé : un mur d'une école s'écroule à Likati, deux élèves dans le coma.** Deux élèves sont entrés dans le coma, jeudi 8 septembre, à la suite de l'écroulement du mur de la salle de classe de l'école primaire Mosala, dans la commune rurale de Likati dans le Bas-Uélé. La vétusté des bâtiments de cette institution scolaire serait à l'origine de cette situation.

**RDC : des experts en construction recommandent la création d'une banque pour l'habitat.** Le gouvernement congolais devra lancer une étude en vue de créer une banque de l'habitat. C'est l'une des recommandations formulées, jeudi 8 septembre, par les experts qui participent à la première édition du salon de construction dénommée « Expo Béton 2016 ». Pour les experts en construction, la création d'une banque pour l'habitat en RDC est l'une des pistes de solution pour faciliter l'accès des congolais à un habitat décent. La banque pour l'habitat est une banque spécialisée à octroyer des crédits pour l'investissement dans le secteur de l'habitat.

**Kinshasa : l'avenue de Libération non éclairée depuis 2012.** L'avenue de Libération (ex-24 novembre) est plongé dans le noir depuis 2012, dans son tronçon compris entre l'Université pédagogique nationale (UPN) jusqu'à l'hôpital du Cinquantenaire. Des poteaux avec projecteurs implantés entre 2013 et 2014 n'ont jamais été alimentés. D'après les habitants de cet axe, l'obscurité règne sur cette artère depuis que le gouvernement a entrepris les travaux de réfection et d'élargissement de cette route.

**RDC : la diaspora déplore son exclusion « totale et délibérée » du dialogue.** La diaspora congolaise déplore son exclusion « totale et délibérée » des travaux du dialogue qui se tiennent depuis lundi dernier à la cité de l'Union africaine à Kinshasa. Lors d'une déclaration faite à la presse, le professeur Olongo Lutula, porte-parole des plateformes et regroupements des Congolais vivant à l'étranger a récusé les participants qui se trouvent au dialogue en leur nom. Selon lui, les plateformes et regroupements de personnes qui prennent part aux travaux du dialogue au nom de la diaspora congolaise n'en ont reçu ni mandat, ni qualité.

Vendredi 9 septembre.

**Dialogue : les trois propositions de Corneille Nangaa pour organiser les élections.** Le président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) a présenté, jeudi 8 septembre aux délégués du dialogue trois propositions pour l'organisation des élections. La première séquence consiste à organiser les législatives provinciales et locales, suivies des scrutins indirects, puis de la présidentielle et des législatives nationales. Pour la deuxième séquence, la CENI organiserait la présidentielle et les législatives nationales, les législatives provinciales et locales, suivies des scrutins indirects. La troisième séquence consiste à organiser tous les scrutins directs le même jour, suivis des scrutins indirects. Les délégués au dialogue devront se prononcer sur l'un des trois scénarii. Par ailleurs, au cours de la même séance, le ministre de la Justice a



annoncé pour ce vendredi la libération de 110 prisonniers qui avaient bénéficié de la loi d'amnistie de 2014. Aujourd'hui, les participants vont entamer le débat général sur les différents exposés.

**RDC : les recommandations du parlement au gouvernement exécutées à 60%.** Le gouvernement a exécuté entre 50 et 60% des recommandations du parlement, a révélé jeudi 8 septembre à Kinshasa, le ministre chargé des relations avec le parlement, Tryphon Kin-Kiey Mulumba, à la clôture de l'atelier qu'il a organisé. Il a indiqué que le résultat est globalement positif mais a reconnu que le taux d'exécution de 50 à 60% est faible. De tous les ministères, sur les 150 recommandations, c'est celui des Finances qui en a reçu le plus. Il est suivi du Budget et des Poste, télécommunications et nouvelles technologies de l'information et de la communication (PT-NTIC), selon Tryphon Kin-Kiey Mulumba.

**Des miliciens Maï-Maï remettent des armes aux autorités de Masisi.** Des miliciens du groupe Maï-Maï « Sécurité » ont rendu jeudi 8 septembre 24 armes aux autorités de Masisi.

**Dialogue: les participants appelés à déterminer la durée des scrutins.** Le facilitateur du dialogue politique en RDC, Edem Kodjo, appelle les participants à décider du nombre des jours pour les onze scrutins prévus pour le cycle électoral. Dans un communiqué de presse publié jeudi 8 septembre, le Togolais fait savoir que la détermination des jours de scrutin permettra à la Commission électorale nationale indépendante (CENI) d'estimer le budget de toutes les élections. Au cours de la séance du jeudi, le président de la CENI a annoncé aux participants les trois séquences des élections pour qu'ils en choisissent une.

**Des militaires ougandais signalés à Rutshuru.** Des sources de la société civile rapportent qu'une unité de l'armée ougandaise a établi depuis quelques semaines sa position dans la localité de Tshogo en pleine réserve de gorilles de Sarambwe à Rutshuru (Nord-Kivu). A en croire les mêmes sources, plus de 44 hectares de cette réserve naturelle sont déjà occupés par des agriculteurs ougandais depuis plusieurs mois. La société civile locale réclame une enquête internationale au sujet de cette occupation.

**Une manifestation contre l'insécurité dégénère à Kasumbalesa, plusieurs morts.** Des heurts ont opposé vendredi 9 septembre des policiers et des habitants de la cité de Kasumbalesa qui protestaient contre l'insécurité dans leur cité. Des témoins indiquent que plusieurs personnes sont mortes au cours des échauffourées. Plusieurs bâtiments ont également été incendiés. Les habitants de Kasumbalesa disent enregistrer tous les jours des cas d'insécurité dans leur cité.

**Monseigneur Gabriel Kembo inhumé à Matadi.** Mgr Gabriel Kembo, ancien évêque du diocèse de Matadi (Kongo-Central), a été inhumé vendredi 9 septembre à la paroisse Notre dame médiatrice. Le prélat est décédé à Kimpesé à l'âge de 81 ans. Il a été ordonné prêtre le 23 juin 1963 à Mbanza Ngungu. Le 9 janvier 2011, après 50 ans de sacerdoce et 23 ans d'épiscopat, Mgr Gabriel Kembo est devenu évêque émérite et a remis la conduite pastorale du diocèse de Matadi à Mgr Daniel Nlandu Mayi.

**Polémique après le décès d'un commerçant devant les locaux de la direction de recettes.** Un opérateur économique est décédé jeudi 8 septembre à Demba dans les locaux de la Direction générale des recettes du Kasai-Central. Mwaku Badibanga, âgé d'une cinquantaine d'années, est mort à la suite d'une bagarre avec des agents de la Direction générale des recettes du Kasai-Central. Il s'était rendu au bureau de la régie financière pour réclamer sa moto que les agents de la direction de recettes avaient confisqué à son fils dans le cadre d'une opération de recouvrement forcé, rapportent les mêmes sources.

**Haut-Katanga: un premier groupe réhabilité au barrage de Mwadingusha.** «Le premier pas, c'est la réhabilitation du groupe numéro un à Mwadingusha, qui donne 11 Mégawatts et qui a été remis dans le réseau», a annoncé vendredi 9 septembre à Kinshasa Louis Watum, le directeur de l'entreprise Ivanhoe Mining, qui réhabilite les centrales hydro-électriques de Mwadingusha, Kino et Nzilo dans l'ancienne province du Katanga.

**RDC: les pygmées réclament leur quota au dialogue politique.** Les représentants des associations des peuples autochtones pygmées en RDC ont manifesté vendredi 9 septembre devant le quartier général de la MONUSCO à Kinshasa pour réclamer leur participation au dialogue politique, ouvert au début du mois dans cette ville. Leur porte-parole, Mpia Bikopo, affirme ne pas comprendre l'exclusion de la minorité pygmée du dialogue; alors qu'il s'agit d'un forum national et inclusif.

**Dialogue: majorité et opposition divisées sur l'ordre des élections.** Les délégués du pouvoir en place et de l'opposition au dialogue politique se disent favorables aux élections. Mais, par quel scrutin commencer le processus ? En ce qui concerne la programmation des élections, l'opposition estime qu'il est préférable de commencer par la présidentielle et les législatives. Car, soutient-elle, la présidentielle est la seule élection constitutionnelle qui soit la plus urgente, le mandat du président de la République en exercice devant expirer en décembre. Les délégués de la Majorité soutiennent un autre agencement prévoyant l'organisation des scrutins de la base au sommet. Donc, selon eux, la Commission électorale nationale indépendante (CENI) devrait partir des élections locales à la présidentielle, après avoir procédé à la refonte totale du fichier électoral. Certaines personnalités ont demandé au facilitateur la suspension des travaux, afin d'inclure dans le dialogue l'autre frange de l'opposition ayant boycotté ces travaux, afin d'avoir un forum inclusif. Mais, la Majorité présidentielle s'y est opposée, estimant que l'inclusivité est bel et bien perceptible avec une large représentation au dialogue de toutes les couches de la population.

Samedi 10 septembre.

**RDC: Albert Moleka quitte le dialogue.** Le premier vice-président de l'UDPS Kibasa et membre fondateur du front des démocrates, Albert Moleka, a quitté, vendredi 9 septembre, les travaux du dialogue politique. Il a expliqué avoir pris cette décision suite au manque de respect de certaines mesures d'apaisement, entre autres la libération de tous les prisonniers politiques et d'opinion, ainsi que la réouverture d'autres médias qui restent jusqu'à présent fermés à Kinshasa et dans la province de l'ex-Katanga.

**Nord-Kivu : la LUCHA remet des urnes en carton à la CENI.** Les militants du mouvement citoyen Lutte pour le changement (LUCHA) ont remis, vendredi 9 septembre, des urnes en carton à la Commission électorale nationale indépendante (CENI) au Nord-Kivu. Selon eux, cet acte symbolique est posé pour montrer à la nation congolaise que la jeunesse s'approprie désormais le processus électoral.

**Nord-Kivu : une coalition Raïa Mutomboki sème l'insécurité dans le secteur de Bakano.** Une coalition de deux factions Raïa Mutomboki multiplie des exactions contre des populations civiles dans le groupement Bakonjo, dans le secteur Bakano, au sud du territoire de Walikale (Nord-Kivu). Ces deux factions pillent et extorquent des biens des paysans et creuseurs artisanaux des minerais dans ce groupement Bakonjo, et dans une zone au Nord-Est du parc national de Kahuzi Biega, Sud-Kivu. Plusieurs habitants du secteur ont fui leurs villages. Les uns ont trouvé refuge à Mubi et Ndjingala, les autres au chef-lieu du secteur à Itebero.

**RDC : l'ex-Equateur sous représenté au dialogue, déplore la société civile.** Le grand Equateur démembré est sous représenté aux travaux du dialogue politique qui se déroule à Kinshasa. D'après le président de la coordination de la société civile du Nord-Ubangi, Taylor Taima, seul Fabien Mungunza, membre de leur composante de la nouvelle province de l'Equateur participe aux travaux de ce forum national. Pour la société civile du grand Equateur, ce dialogue que les organisateurs veulent inclusif est considéré comme « une affaire des Kinois pour les Kinois ».

**Nord-Kivu : le CICR remet des vivres aux 30 000 déplacés du groupement Ikobo.** Le Comité international de la Croix rouge (CICR) a remis des semences et vivres à plus de trente mille déplacés dans le groupement Ikobo au Nord-Kivu. Ces semences sont constituées des haricots, maïs et d'arachide ainsi que du matériel aratoire et des rations de nourriture. 35 associations locales de Miriki, Luofu, Kayna et Kirumba, au sud de Lubero ont, elles aussi, reçu des semences, ajoute le même communiqué.

**Regain d'insécurité à Lubumbashi.** Des bandits à main armées sèment la terreur dans plusieurs quartiers de Lubumbashi, où les crépitements de balles sont entendus presque chaque nuit. Dans la nuit de mercredi à jeudi 8 septembre, par exemple, des bandits armés sont entrés dans une maison au quartier Mampala, emportant des biens de valeurs. Déssemparée, la population de cette ville demande aux autorités de mettre fin à cette insécurité.

**Trois blessés lors d'un braquage sur la route Bunia-Mahagi.** Un inspecteur de l'auditorat militaire de Bunia (Ituri), un capitaine du sous-commissariat de Mungwalu et un civil ont été blessés lors d'une attaque de deux véhicules par des hommes armés dans la nuit de vendredi à samedi 10 septembre sur l'axe routier Bunia-Mahagi. La coordination provinciale de la société civile accuse certains militaires d'être à la base de cette situation. Ce que rejette l'armée, assurant être plutôt à pied d'œuvre pour sécuriser ce tronçon de la route.

**Kisangani: les victimes de la démolition demandent de nouvelles parcelles.** Les victimes de la démolition des habitations au quartier plateau Médical, précisément dans les blocs Ziniya, Yange et Lengema dans la commune Makiso à Kisangani demandent aux autorités de leur octroyer des parcelles pour y construire de nouvelles maisons. Les victimes de la démolition des maisons promettent de regagner leurs anciennes parcelles si, dans une semaine, les autorités ne donnent pas une suite favorable à leur revendication.

**Maniema: 6 morts dans un naufrage sur la rivière Ulimbi.** Une pirogue motorisée a fait naufrage sur la rivière Ulimbi samedi 10 septembre matin à Kikungua, village situé à 112 kilomètre au nord-est de Kindu dans la province de Maniema. Le bilan préliminaire fait état de six morts (des femmes), dix-sept disparus et trente-quatre rescapés, selon le chef de secteur de Beia.

**RDC: des députés UFC contre la participation de Kengo wa Dongo au dialogue.** Quatre députés de l'Union des forces du changement (UFC), parti politique cher à Léon Kengo wa Dondo, n'apprécient pas le quota spécial que le facilitateur du dialogue politique a accordé à leur président national pour siéger à ce forum. Dans une déclaration vendredi 9 septembre, ils ont réaffirmé leur adhésion à «un schéma d'alternance politique en RDC, qui n'est pas pris en compte au dialogue.» Dans leur déclaration, ces députés ont exigé la tenue dans un bref délai du congrès du parti pour évaluer les structures du parti et la participation de l'UFC au dialogue.

Dimanche 11 septembre.

**RDC: Corneille Nangaa promet le calendrier électoral après le dialogue.** Corneille Nangaa a affirmé sa volonté de publier le calendrier électoral au cours d'une rencontre avec le sous-secrétaire général de l'ONU aux opérations de maintien de la paix, Atul Khare. Selon le président de l'institution électoral, la visite du sous-secrétaire général des Nations unies tombe à point nommé, au moment où la CENI veut avoir des assurances sur l'appui logistique de la MONUSCO au processus électoral.

**RDC: le gouvernement annonce la libération de 110 bénéficiaires de la loi d'amnistie.** Le ministre de la Justice, Alexis Thambwe Mwamba a annoncé, vendredi 9 septembre, la libération de 110 bénéficiaires de la loi d'amnistie de février dernier. Selon cet arrêté, les personnes libérées ont été condamnées pour des faits insurrectionnels, faits de guerre et infractions politiques. La libération de ces prisonniers dont leurs origines ne sont pas précisées, s'inscrit dans le cadre de la décrispation du climat politique que réclame une frange de l'opposition avant de participer au dialogue en cours.

**Bas-Uélé: fermeture d'une école primaire non viable à Likati.** La Coordination des écoles conventionnées catholique du diocèse de Buta (Bas-Uélé) a fermé l'Ecole primaire Mosala, située dans la commune rurale de Likati, en territoire d'Aketi (Bas-Uélé). Cette structure a levé cette option au lendemain de l'écroulement d'un mur d'une classe de cette école primaire, faisant une vingtaine de blessés.

**Plaidoyer pour l'amélioration des conditions carcérales à Boende.** Le procureur général du Grand Equateur, Vincent Bishiya, plaide pour l'amélioration des conditions carcérales à Boende, chef-lieu de la Tshuapa. «Il y a lieu de parer au plus pressé pour améliorer les conditions des détenus», a-t-il souligné.

**Des femmes de Nyirangongo sensibilisées sur l'éducation électoral.** Près de 40 femmes leaders des villages Bugamba, en territoire de Nyirangongo (Nord-Kivu) ont été sensibilisées, samedi 10 septembre, sur l'éducation électoral. A l'initiative de l'ONG Sowers of New Hope, cette formation a été placée sous le thème: «Les enjeux démocratiques et électoraux».

**Charles Mwando empêché d'atterrir à l'aéroport de Kalemie.** Le président en exercice du G7 et de l'Union nationale des démocrates fédéralistes (Unadef), Charles Mwando Nsimba été empêché, dimanche 11 septembre, d'atterrir à l'aéroport de Kalemie (Tanganyika).

**Evariste Boshab appelle pygmées et bantous à vivre dans la paix à Nyunzu.** Le vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, Evariste Boshab Mabudj, a invité samedi 10 septembre, les pygmées et les bantous à cohabiter pacifiquement, à Nyunzu (Tanganyika). La visite du vice-Premier ministre s'est clôturée sous une vive tension, où la population voulait s'en prendre au ministre provincial de l'Intérieur du Tanganyika. L'administrateur du territoire de Nyunzu, Pierre Lukamba, a indiqué qu'environ 200 personnes ont trouvé refuge au bureau du territoire depuis la reprise des conflits entre pygmées et Luba dans cette partie du Tanganyika. Il a rapporté que neuf personnes ont été grièvement blessées et dix autres ont trouvé la mort à la suite de ces conflits communautaires.

**Atul Khare encourage la poursuite de coopération entre FARDC et MONUSCO.** Le sous-secrétaire général de l'ONU aux opérations de maintien de la paix, Atul Khare préconise la poursuite de coopération entre les FARDC et la MONUSCO. Il l'a dit, dimanche 11 septembre à Goma, au cours d'une réunion technique avec le vice-gouverneur du Nord Kivu, accompagné du

commandant de la 34<sup>e</sup> Région militaire, de la police et du directeur provincial de la Direction générale de Migrations (DGM).

**RDC: «Le vrai dialogue va commencer lorsqu'on aura réglé tous les préalables posés par le Rassemblement».** Le Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement a réaffirmé qu'il s'en tenait à ses préalables pour «aller au véritable dialogue» en RDC, dimanche 11 septembre au Quartier général de la Monusco à Kinshasa, lors d'une rencontre avec le groupe de soutien à la facilitation du dialogue conduit par Saïd Djinnit, Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies dans la région des Grands Lacs. Au sortir de cette rencontre, Bruno Tshibala, porte-parole de l'UDPS, a indiqué à la presse que le Rassemblement ignorait les travaux du dialogue politique ouverts le 1<sup>er</sup> septembre à Kinshasa à l'initiative du président Joseph Kabila.

**Bumba: deux morts dans un naufrage sur le fleuve Congo.** Un accident de navigation s'est produit samedi 10 septembre soir au niveau de la localité Mokeke à une quarantaine de kilomètres en amont de Bumba (Mongala) sur le fleuve Congo. Le bilan provisoire fait état de deux morts et des disparus, dont le nombre n'est pas encore connu, rapportent sources locales.

**Des réfrigérateurs banque de sang pour les hôpitaux de l'Ituri.** Le gouverneur de province de l'Ituri, Jefferson Abdallah Pene Mbaka, a remis samedi 10 septembre à la division provinciale de la Santé des réfrigérateurs destinés à conserver les poches de sang et les réactifs. Selon le médecin chef de division de la santé en Ituri, ces appareils vont aider les hôpitaux à bien conserver le sang pour sauver des. Ces frigos seront distribués aux trente-six hôpitaux répartis dans vingt-et-une zones de santé de l'Ituri. Il s'agit de 63 réfrigérateurs pour la conservation du sang et 30 pour les réactifs, fonctionnant sous système solaire.

**Kolwezi: la rivière Luilu polluée par une entreprise minière.** Dans un communiqué officiel du gouverneur de province du Lualaba a fait état, jeudi 8 septembre, de la pollution de la rivière Luilu par une entreprise minière, sans la citer. Le document demande à la population locale de ne pas utiliser cette eau polluée. La rivière Luilu se jette dans le fleuve Congo.

**Les agents de l'OCC réclament 5 mois d'arriérés des salaires.** «La situation est calamiteuse à l'OCC [Office congolais de contrôle]», où les agents accusent déjà cinq mois d'arriérés des salaires, a affirmé le Syndicat autonome des travailleurs de l'OCC (SATOCC) samedi 10 septembre à Kinshasa lors de son assemblée générale. La direction de l'office reconnaît plutôt quatre mois d'arriérés des salaires. Le SATOCC a adressé un mémorandum à la direction générale de l'OCC, détaillant les failles sur le plan administratif, financier et de l'exploitation.

Lundi 12 septembre.

**Le G7 condamne l'interdiction d'atterrissage de Charles Mwando Nsimba à Kalemie.** Le G7 accuse le gouverneur du Tanganyika d'avoir donné l'ordre d'interdire l'atterrissage à Kalemie dimanche 11 septembre de l'avion commercial à bord duquel voyageaient le président en exercice de cette plate-forme politique, Charles Mwando Nsimba, et sa délégation. Tout en condamnant cette pratique, cette plateforme de l'opposition demande à la majorité au pouvoir de ne pas transformer le pays en une sorte de prison.

**Gbadolite : le maire de la ville appelle sa population à s'enrôler massivement.** A deux mois de la clôture de l'opération de révision du fichier électoral, le maire de la ville de Gbadolite (Nord-Ubangi), Egide Nyipingo, appelle ses administrés à s'enrôler massivement. Il a expliqué que les habitants de sa province se rendent de moins en moins dans les centres d'inscription pour

s'enrôler. Le taux moyen d'enrôlement des électeurs par centre est passé de plus de soixante personnes à moins de quinze personnes par jour dans la plupart des centres.

**Haut-Uélé : les réfugiés du Soudan du Sud d'Aba manquent de nourriture.** Près de quatre mille cinq cents réfugiés et environ onze mille cinq cents retournés congolais en provenance du Soudan du sud installés à Aba dans le territoire de Faradje (Haut-Uele) manquent d'abris et de nourriture. D'après le coordonnateur de la société civile de ce territoire, l'Abbé Guillaume Abyandroa, ces réfugiés n'ont même plus accès aux soins de santé de base. Le prêtre catholique craint que les réfugiés du Soudan du Sud ne deviennent un danger social pour les autochtones, suite à l'absence d'une meilleure prise en charge.

**RDC: une trentaine d'agents de Congo Airways licenciés.** Une trentaine d'agents de Congo Airways sont licenciés depuis une semaine de cette compagnie aérienne nationale, qui compte près de quatre cents personnes à travers le pays. Selon le directeur général de Congo Airways, Désiré Balazire, son entreprise ne compte maintenir qu'un effectif de deux cent cinquante agents à la fin de l'opération d'assainissement. Congo Airways, avec ses quatre aéronefs, dit ne pas être en mesure de payer l'ensemble de ses agents dont la plupart ont été recrutés à Kinshasa.

**Kasaï: 4 morts après une pluie diluvienne à Tshikapa.** Quatre personnes sont mortes à la suite d'une forte pluie qui s'est abattue, samedi 10 septembre, sur la ville de Tshikapa, chef-lieu de la province du Kasaï. Selon des sources concordantes, cette pluie a également emporté les toitures de plusieurs maisons d'habitation et détruit des routes.

**Haut-Katanga : Evariste Boshab à Kasumbalesa après de fortes tensions dans la cité.** Le vice-Premier ministre en charge de l'Intérieur, Evariste Boshab, a visité dimanche 11 septembre, la cité de Kasumbalesa (Haut-Katanga), après les tensions observées dans cette cité en fin de semaine. Des témoins indiquent que plusieurs personnes sont mortes vendredi 9 septembre, au cours des échauffourées qui ont opposé des policiers et des habitants de la cité de Kasumbalesa. La population protestait contre l'insécurité dans la cité. Il leur a affirmé que des mesures sont mises en place pour lutter contre l'insécurité grandissante et réduire le taux de criminalité qu'elle décrie.

**Matadi: Fabrice Puela fustige le non paiement des rentes des retraités de la SCTP.** Le député national Fabrice Puela fustige le non paiement de quatre mois des rentes des retraités de la Société commerciale des transports et ports (SCTP), à Matadi. Lors d'une conférence de presse tenue samedi 10 septembre, dans le chef-lieu du Kongo Central, il a sollicité l'implication du gouvernement pour trouver une solution rapide à ce problème.

**Dialogue: l'opposition suspend sa participation.** L'opposition a suspendu, lundi 12 septembre, sa participation au dialogue en vue de se concerter au sujet de l'élection que la Commission électorale nationale indépendante (CENI) devra organiser en priorité. Cette plateforme a proposé que la centrale électorale débute l'organisation des élections par la présidentielle couplée aux provinciales et locales. L'Opposition conditionne également la refonte du fichier électoral à la restructuration de la CENI. La Majorité présidentielle, elle, souhaite que la CENI commence par les locales et termine par la présidentielle, après la refonte totale du fichier électoral.

**Haut-Uélé : 7 militaires tués dans une embuscade à Bangalu.** Sept militaires de la RDC, dont un capitaine et six soldats de son unité, ont été tués, samedi 10 septembre dans une embuscade tendue par un groupe armé étranger à Bangalu dans le territoire de Dungu (Haut-Uele). Les victimes revenaient du marché de Bangalu pour Doruma. Ces militaires étaient sur des motos lorsqu'ils ont été attaqués dans la forêt par des rebelles.

**Fête de mouton à Uvira : la communauté islamique appelle à la paix.** A l'occasion de la fête du mouton célébrée lundi 12 septembre par les musulmans du monde, la communauté islamique au Congo (COMICO) a lancé un message de paix à tous ses fidèles. Pour le représentant légal de la région islamique d'Uvira, Mwamba Hassan Hamza, les divisions internes ne devraient pas caractériser les communautés musulmanes locales. Pour sceller cet appel de paix, des prières ont été dites dans la matinée dans toutes les mosquées d'Uvira (Sud-Kivu).

**Kongo-Central : reprise de trafic routier sur le pont Nvindu.** Le trafic a repris depuis samedi 10 septembre sur le pont Nvindu, axe routier Boma-Muanda dans le Kongo-Central. Construit par l'entreprise chinoise CREK 7, cet ouvrage situé sur la nationale numéro 1 s'était effondré il y a plus de huit mois, suite à une pluie diluvienne.

**RDC: la MONUSCO extrait 634 réfugiés sud-soudanais du parc de la Garamba.** La MONUSCO a extrait, dimanche 11 septembre, cent cinquante-deux réfugiés sud-soudanais dans un état critique, du Parc national de la Garamba (Haut-Uélé), annonce un communiqué de la mission onusienne. Cette opération d'assistance humanitaire qui a commencé depuis le 17 août 2016 a permis d'extraire à ce jour, 634 personnes de ce parc. Il resterait, précise le communiqué, environ 134 personnes à extraire. L'opération vise à apporter de l'assistance aux personnes en état critique mais aussi aux populations civiles qui pourraient être victimes de la présence de ces réfugiés du Soudan du Sud sur le sol congolais.

**Kasaï-Central : Caritas plaide pour la réfection des toitures de 12 écoles.** La Caritas diocésaine de Mweka au Kasaï Central demande au gouvernement de réfectionner les toitures de douze écoles publiques, emportées par la pluie, le 22 août dernier.

**Mwando Nsimba n'a pas été interdit d'atterrir à Kalemie, selon le vice-gouverneur du Tanganyika.** Le vice-gouverneur du Tanganyika, Ali Omari Bin Simukinje, rejette les accusations selon lesquelles les autorités de cette province auraient donné l'ordre interdisant l'atterrissage à Kalemie de l'avion commercial à bord duquel voyageaient le président en exercice de la coalition de l'opposition G7, Charles Mwando Nsimba, et sa délégation. Ali Omari indique que cet avion n'a pas été autorisé d'atterrir à cause des travaux qui étaient réalisés à l'aéroport.

**RDC: la communauté islamique appelle les politiciens à œuvrer pour la paix.** Les acteurs politiques congolais présents au dialogue politique doivent œuvrer pour la paix et l'unité de RDC et pas pour assouvir leurs intérêts égoïstes, a déclaré lundi 12 septembre à Kinshasa le représentant légal adjoint de la communauté islamique en RDC, Sheikh Immam Kapuluta Salin. Il s'exprimait à l'occasion de la Tabaski, fête musulmane qui commémore le sacrifice d'Abraham.

**Dialogue: Edem Kodjo annonce des consultations pour la reprise des travaux.** Le facilitateur du dialogue en RDC, Edem Kodjo, a annoncé à la suite de la suspension de la participation de l'opposition au dialogue que des consultations avaient commencé pour permettre la reprise des travaux ce forum. Dans la journée, la délégation de l'opposition avait annoncé la suspension de sa participation au dialogue. Les opposants ont exprimé leur désaccord avec le choix de la majorité au sujet de la succession de scrutins.

Mardi 13 septembre.

**Ordre de scrutins: la société civile n'a pas encore tranché.** Pour Jonas Tshombela, porte-parole de la société civile au dialogue politique, le point de vue de la société civile n'est pas encore connu sur cette question. « A défaut du consensus, promet-il, nous irons jusqu'à la facilitation pour trouver le consensus sur cette question liée à la séquence du processus électoral. » La majorité

souhaite que les prochaines échéances électorales commencent par les élections locales et se terminent par la présidentielle. Du côté de l'opposition, on estime que la première élection qui doit être organisée après la révision du fichier électoral est la présidentielle.

**Beni: le quartier Rwangoma toujours déserté, un mois après le massacre.** Rwangoma, un quartier périphérique de la ville de Beni (Nord-Kivu), est toujours déserté par ses habitants, un mois après le massacre à la machette d'au moins trente-cinq civils. Pendant ce temps, l'armée renforce sa présence sur place, ont constaté les reporters de Radio Okapi lundi 12 septembre. Les habitants de Rwangoma, particulièrement ceux de la cellule de Mbelu, vivent désormais dans des familles d'accueil au centre-ville de Beni ou ailleurs.

**Le gouvernement de la Tshopo réclame la retenue de 40% des recettes à la source.** Le gouvernement provincial de la Tshopo réclame la retenue à la source de 40% des recettes à caractère national. Le porte-parole du gouvernement, Freddy Isomela, a indiqué dimanche 11 septembre que cette retenue pourra régler le développement de différents projets dans la province. Les participants au séminaire de formation sur la décentralisation qui a réuni des cadres territoriaux de cette province, ont plaidé pour le déploiement des tribunaux de paix à travers leur province de manière à permettre à tout citoyen de défendre ses droits et devoirs. Ils sollicitent l'augmentation de nombre de policiers afin d'assurer sa mission de sécuriser les personnes et leurs biens. Les différents ministères de la Tshopo ont été invités à mobiliser les recettes de manière à assurer le développement de toute la province et celui des entités territoriales décentralisées (ETD).

**Pollution de la rivière Luilu: la SICOMINES va indemniser les victimes.** La Sino-congolaise des mines (SICOMINES) va indemniser toutes les victimes de la pollution de la rivière Luilu dans la province du Lualaba. Cette décision a été prise à l'issue d'une rencontre que le gouverneur Richard Muyej a tenue avec les communautés affectées par la pollution rivière Luilu, les représentants de l'entreprise minière incriminée (Sicomines), et la société civile. Au terme de cette rencontre, une commission d'enquête tripartite gouvernement-communauté locale-Sicomines a été mise sur pied pour assurer notamment l'indemnisation des victimes.

**Mai-Ndombe : le gouverneur Gentiny Ngobila publie son gouvernement.** Le gouverneur de la province de Mai-Ndombe, Gentiny Ngobila Mbaka, a publié lundi 12 septembre, la liste des membres de son gouvernement. Cette équipe est composée de six ministres, dont une femme.

**Réhabilitation du groupe 3 de la centrale de la Tshopo.** La Société nationale d'électricité (SNEL) a mis en service ce lundi 12 septembre le groupe numéro 3 de la centrale hydroélectrique de la Tshopo, à l'arrêt depuis le 10 mai dernier. Avec la remise en service de ce groupe, la centrale produit actuellement 16 mégawatts. Toutefois, pour que le délestage finisse, il faut que la SNEL soit en mesure de produire 33 mégawatts. Ce qui est impossible actuellement, a indiqué le directeur provincial de la SNEL, Alphonse Kitambala, appelant à la construction d'autres centrales dans la province.

**Ituri : les frais scolaires majorés de 300% pour l'année 2016-2017.** Les frais scolaires pour l'année 2016-2017 sont passés de 1 500 Fc (1,59 USD) à 5 500 francs congolais (5,83 USD) au niveau primaire, soit une augmentation de 300%, selon l'arrêté du gouverneur de l'Ituril.

**Tanganyika: plus de 2 000 bantous déplacés après leur conflit avec les pygmées.** Plus de deux mille bantous ont abandonné leurs habitations à la suite du conflit ethnique qui les oppose aux pygmées, à Nyunzu (Tanganyika). Ces déplacés sont arrivés, depuis cinq jours, par vagues



dans la localité de Kabalo. Les conflits entre pygmées et bantous ont éclaté il y a un mois, à la frontière entre Nyunzu et Manono.

**Dialogue: Edem Kodjo appelle les parties prenantes à ne pas perdre de temps.** Au lendemain de l'annonce de la suspension de la participation de l'opposition aux travaux du dialogue, le facilitateur Edem Kodjo a invité mardi 13 septembre les parties prenantes à ce forum à ne pas perdre de temps et à aplanir leurs divergences. Le point de désaccord entre la majorité et l'opposition est l'ordre de prochains scrutins.

**Angola/RDC: l'épidémie de fièvre jaune « sous contrôle » (OMS).** Les épidémies de fièvre jaune en Angola et en République démocratique du Congo (RDC) sont « sous contrôle », a affirmé mardi l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

**RDC: le Rassemblement de l'opposition dénonce les atteintes aux libertés publiques.** «Le Rassemblement constate que le régime de Kabila poursuit sa politique de provocation et de répression par l'intensification des actes de restriction de l'espace public et aux multiplications des atteintes aux droits de l'homme et aux libertés publiques», a souligné Bruno Tshibala, secrétaire général de l'UDPS, membre du Rassemblement.

Mercredi 14 septembre.

**CPI: l'ex-rebelle congolais Ntaganda en grève de la faim, se dit "prêt à mourir".** L'ancien chef de guerre congolais Bosco Ntaganda, jugé par la Cour pénale internationale pour crimes contre l'humanité, a entamé une grève de la faim pour protester contre ses conditions de détention et s'est dit "prêt à mourir", a rapporté mardi sa défense. Il est accusé de treize crimes de guerre et cinq crimes contre l'humanité, dont des meurtres, pillages, attaques contre des civils, viols et esclavage sexuel, commis par ses troupes en 2002-2003 en Ituri, dans le nord-est de la République démocratique du Congo.

**Elections en RDC: les Etats-Unis appellent au respect de « l'esprit de la constitution ».** L'Envoyé spécial des Etats-Unis dans la région des Grands Lacs, Thomas Perriello a déclaré : «Il faut faire tout ce qui est faisable pour s'assurer que nous puissions respecter l'esprit de la constitution pour que les élections se tiennent le plus rapidement possible ». Thomas Perriello a notamment insisté sur la tenue de l'élection présidentielle.

**Ordre des scrutins : la présidentielle avant les locales, soutient Thomas Lokondo.** Le député national de la majorité présidentielle, Henry Thomas Lokondo, estime que l'élection présidentielle couplée aux législatives devraient précéder les autres scrutins. Dans une déclaration faite mardi 14 septembre à Radio Okapi, il dit se référer à la résolution 2277 du conseil de sécurité des Nations Unies.

**RDC: la CENCO favorable à la présidentielle avant toute autre élection.** «Mettre l'élection présidentielle au second plan, c'est énerver sérieusement un article verrouillé de la constitution», a déclaré mardi 13 septembre le délégué de la Commission épiscopale nationale du Congo (CENCO), l'Abbé Donatien Nshole. Le secrétaire général adjoint de la CENCO a rappelé que les prélats catholiques avaient déjà alerté l'opinion sur le danger qui guettait les travaux du dialogue en ce qui concerne le chronogramme des scrutins. Pour lui, la présidentielle ne peut pas être organisée après les locales.

**Elections-RDC : la coalition de 33 ONG s'oppose à la refonte totale du fichier électoral.** Le collectif de 33 ONG se dit opposé à l'idée de la refonte totale du fichier électoral, soutenue par les

participants au dialogue. Le coordonnateur de cette structure, Georges Kapiamba, a affirmé, mardi 13 septembre, que cette démarche risque de prolonger de 5 ans le mandat du président de la République. Pour Georges Kapiamba, l'option de la refonte totale du fichier électoral est en fait le recensement de la population et peut durer 5 ans.

**Kinshasa: le Commissariat général de la police doté de 10 nouveaux véhicules 4x4.** A Kinshasa, le Commissariat général de la police a bénéficié, mardi 13 septembre, de dix nouveaux véhicules 4x4. Cette dotation permettra aux unités de la police de bien gérer les questions sécuritaires et intervenir en faveur des populations en détresse.

**RDC: Démocratie chrétienne fédéraliste préconise l'alternance en 2016.** Le parti politique de l'opposition, Démocratie chrétienne fédéraliste (DCF), préconise l'alternance en 2016 et le respect de la résolution 2277 du Conseil de sécurité de l'ONU. Son président, Arsène Mwaka, a lancé cet appel, mardi 13 septembre, à Kinshasa. Il estime qu'il est encore possible d'organiser la présidentielle dans le délai.

« **Le dialogue devrait se muer en Assemblée constituante** », selon **Raphael Ghenda**. Un des membres du Mouvement des compagnons du héros national Mzee Laurent-Désiré Kabila, Raphael Ghenda, a estimé mardi 13 septembre que le dialogue politique qui se tient à Kinshasa, devrait se muer en Assemblée constituante. A cet effet, selon lui, la période de transition à définir pourrait se ressembler au schéma suivant : «Une Assemblée constituante –Parlement de transition, faisant fonction de pouvoir législatif et composé des délégués au dialogue national inclusif, le président de la République en fonction demeurera à son poste jusqu'à l'élection de son successeur, élu selon les prescrits de la nouvelle constitution, formation d'un gouvernement d'union nation issu de composantes au dialogue.»

**RDC: le dialogue politique toujours dans l'impasse.** L'impasse persiste aux travaux du dialogue politique à Kinshasa, depuis la suspension de la participation de l'opposition qui réclame la tenue de la présidentielle avant toute autre élection en RDC.

**RDC : Julien Paluku propose la suspension du moratoire à l'exécution de la peine de mort.** Dans un point de presse tenu mardi 13 septembre à Goma, le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku, a proposé au Parlement et au Gouvernement de la RDC de suspendre le moratoire demandant la non-exécution de la peine de mort. D'après lui, malgré les leçons tirées de l'expérience infructueuse des amnisties, des mesures de grâce et des engagements pris à travers différents accords politiques pour élaguer la crise politico-sécuritaire dans l'Est du pays, l'insécurité se vit toujours.

**Vol armé à Djugu : deux personnes blessées par balles.** Deux personnes ont été blessées par balles et plusieurs biens pillés par des hommes armés non identifiés, dans la nuit de mardi à mercredi 14 septembre, dans une concession au village Djidda, chefferie de Walendu Djatsi, dans le territoire de Djugu (Ituri).

**Kolwezi: 3 enfants tués lors d'un éboulement dans une carrière minière.** Quatre personnes, dont trois mineurs, sont mortes mardi 13 septembre lors d'un éboulement dans la carrière minière dénommée « Biduaya », à une vingtaine de kilomètres de Kolwezi, a annoncé le gouverneur du Lualaba, Richard Muyej.

**RDC: la COMICO plaide pour plus de contrôle dans l'octroi des visas aux prédicateurs musulmans.** Le Représentant légal de la communauté musulmane en RDC, Cheikh Aly Mwinyi, a appelé mercredi 14 septembre le gouvernement congolais à collaborer avec sa congrégation avant

de délivrer les visas aux prédicateurs musulmans étrangers qui viennent dans ce pays. Les services de sécurité au Nord-Kivu soupçonnent certains prédicateurs musulmans étrangers de collaborer avec les rebelles ougandais ADF et de financer cette rébellion ougandaise, qui est accusée d'être à la base de nombreux massacres dans la région de Beni depuis 2014. «Nous demandons à nos autorités, si elles veulent octroyer le visa à un étranger, prédicateur musulman, qu'il demande d'abord l'avis de la communauté islamique. Même des associations musulmanes, avant de leur donner les autorisations, il faut tout d'abord demander l'autorisation de la communauté islamique. Si la communauté islamique est d'accord, en ce moment-là, l'autorité politico-administrative peut leur donner l'autorisation. Sinon, ça sera une catastrophe dans notre pays !»

**RDC: le secteur agricole est « sous-utilisé ».** La RDC regorge 80 millions d'hectares de terres arables, 40 millions d'hectares des terres irrigables et de vastes étendues de pâturages qui permettraient au secteur agricole congolais d'être un maillon de l'économie congolaise, a déclaré mardi 13 septembre à Kinshasa, le directeur de cabinet adjoint du ministre de l'Agriculture, pêche et élevage, le professeur Lucien Nyembo. Il a estimé au cours d'un séminaire sur le projet de recherche et d'innovation agricole que le secteur agricole congolais est « sous-utilisé ». Le professeur Lucien Nyembo a soutenu que dans le domaine de la pêche, le pays est en mesure de produire au moins 700 000 tonnes de poissons par an.

**Kinshasa: la police présente de nouveaux véhicules anti-émeute.** La police a organisé mercredi 14 septembre une caravane motorisée dans la ville de Kinshasa pour présenter dix nouveaux véhicules anti-émeute. Pour le chef de la police congolaise, général Charles Bisengimana, cette caravane était destinée à rassurer les habitants de la ville.

**CPI: Bosco Ntaganda soupçonné d'avoir exercé des pressions sur des témoins.** « La chambre 7 de la CPI pense qu'il y a des motifs raisonnables de croire que Bosco Ntaganda a utilisé ses droits à la communication dans le but d'exercer des pressions importantes sur des témoins », a déclaré mercredi 14 septembre la responsable de la sensibilisation de la CPI en RDC, Margot Tedesco. Ces soupçons de pressions sur des témoins ont conduit la cour à restreindre ses contacts, ses communications et ses visites. Pour protester contre ces restrictions, Bosco Ntaganda refuse de s'alimenter depuis le 7 septembre.

**Ordre des scrutins: l'opposition et la majorité s'accordent pour commencer avec la présidentielle.** La majorité et la frange de l'opposition qui participe au dialogue se sont mises d'accord mercredi 14 septembre sur la séquence des élections. Les deux parties ont convenu que la présidentielle, les législatives nationales et provinciales aient lieu le même jour. Ces élections seront couplées aux locales si les moyens techniques et financiers le permettent. La date à laquelle se tiendront ces scrutins n'a pas été fixée.

**Jeudi 15 septembre.**

**RDC : Amnesty International dénonce la « répression brutale de l'opposition ».** Dans un rapport publié jeudi 15 septembre, Amnesty International accuse les autorités congolaises d'organiser une « répression systématique contre les personnes qui s'opposent au fait que le président Joseph Kabila tente de conserver le pouvoir au-delà du nombre maximal de deux mandats que fixe la Constitution ». Evie Francq, chercheuse pour Amnesty International sur la RDC, indique que son ONG a documenté des violations des droits de l'homme surtout la liberté d'expression, liberté d'association et de manifestation pacifique entre septembre 2015 et juin 2016.

**RDC : l'USC de Badibangi appelle au rejet des résolutions du dialogue.** Le président de l'Union socialiste congolaise (USC), Francis Badibangi, appelle les Congolais à rejeter les résolutions issues du dialogue politique. Au cours d'un point de presse organisé mercredi 14 septembre à Kinshasa, il affirme que les conclusions qui se dégagent de ce forum vont déjà à l'encontre « des aspirations profondes du peuple congolais ». Le président de l'USC, membre du Rassemblement, indique que son parti ne va pas non plus soutenir tout ce qui va se faire après ce forum qui, selon lui, n'a pas été un « dialogue » pour n'avoir pas été inclusif. Pour lui, tout ce qui est fait à la cité de l'Union africaine n'est que « surenchère et stratagème pour attirer le pouvoir dans un piège ou attirer l'opposition dans un compromis politique ».

**Nord-Kivu : le CEPADHO plaide pour la mise en place d'une unité anti-terroriste au sein de la police.** Le Centre d'études pour la promotion de la démocratie et les droits de l'homme (CEPADHO) recommande aux responsables de la police nationale congolaise (PNC) de mettre en place une unité anti-terroriste en son sein pour sécuriser les villes et cités du Nord-Kivu. Il a aussi sollicité le renforcement de l'effectif de la police en tenant compte des zones dans lesquelles sont déployés les policiers.

**RDC : 45 magistrats formés sur la protection de l'enfant.** Quarante-cinq juges pour enfants et officiers du ministère public près les parquets venus de toutes les provinces de la RDC suivent, depuis mardi 13 septembre à Kinshasa, une formation sur l'application de la loi portant sur la protection de l'enfant en RDC promulguée depuis 2009. Cette formation s'étend jusqu'au 17 septembre.

**L'UNICEF appuie le gouvernement dans sa campagne d'inscription des enfants à l'école.** Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) va appuyer le gouvernement de la RDC dans l'organisation de la campagne « porte à porte ». Une action qui a pour but « de mobiliser au sein des ménages les parents à inscrire leurs enfants à l'école primaire », précise un communiqué de cette agence de l'ONU. L'agence onusienne estime que cette campagne qui va débuter lundi 19 septembre est une occasion « de rappeler aux adultes leur responsabilité pour la scolarisation qui est un droit pour chaque enfant ».

**Kengo wa Dondo : «Le dialogue n'est ni un parlement, ni une assemblée constituante ».** A l'ouverture de la session parlementaire, jeudi 15 septembre, le président du Sénat, Léon Kengo wa Dondo, a indiqué que « le dialogue n'est ni un parlement, ni une assemblée constituante ». D'après lui, ce qui sortira de ce forum qui se tient à la cité de l'Union africaine à Kinshasa, doit se faire dans le cadre de ses « limites ». Soulignant qu'un accord sera trouvé à la suite du dialogue politique, M. Kengo salue « le compris » trouvé entre majorité et opposition sur l'ordre des élections à organiser en RDC.

**La RDC financera seule le processus électoral, affirme Thambwe Mwamba.** La RDC s'engage à financer seule l'ensemble du processus électoral, a affirmé mercredi 14 septembre le co-moderateur de la majorité présidentielle (MP) au dialogue politique, Alexis Thambwe Mwamba. Selon Alexis Thambwe Mwamba, la RDC ne compte pas sur l'apport des autres partenaires pour financer le cycle électoral. « C'est un défi pour notre pays. Nos partenaires promettent souvent, mais ne réalisent pas », a-t-il souligné.

**Kongo-Central : les salaires d'une centaine de personnel médical bloqués à Kinshasa.** Le salaire du mois d'août de plus d'une centaine de médecins et infirmiers du Kongo-Central reste bloqué à Kinshasa, alors que la paie du mois de septembre a déjà été lancée pour certains fonctionnaires, a déploré mercredi 14 septembre, un membre de l'intersyndicale de professionnels

de la Santé à Matadi, Dr Jacques Kimfuta. Il a indiqué que cette situation s'est produite, après un contrôle effectué par une mission du ministère de Budget venue de Kinshasa, en novembre 2015. Il reconnaît que sur la liste, un petit groupe des médecins et infirmiers du Kongo-Central n'existent pas. Mais les restes restent réellement.

**Kinshasa : 17 personnes interpellées après un bouclage de la police à Mombele.** Le Porte-parole de la Police nationale congolaise(PNC), le colonel Mwana Mputu, renseigne que dix-sept personnes suspectes ont été interpellées jeudi 15 septembre, lors d'un bouclage organisé au quartier Mombele dans la commune de Limete. Le porte-parole de la police précise que ce bouclage rentre dans le cadre des missions ordinaires confiées à la Police : celle de la protection des personnes et de leurs biens. Il fait aussi remarquer que cette activité de la police est une réponse à la demande expresse de la population de Mombele, de suite de l'émergence de l'insécurité.

**Kongo Central : les jeunes de l'UNC dénoncent l'acharnement sur Vital Kamerhe.** La coordination interfédérale des jeunes du parti politique l'Union pour la Nation congolaise(UNC) au Kongo Central a dénoncé, mercredi 14 septembre à Matadi, l'acharnement des acteurs politiques contre Vital Kamerhe, depuis sa participation au dialogue. Il menace de mener une campagne semblable aux leaders qui n'acceptent pas la tolérance dans les choix politiques.

**RDC: reprise des travaux du dialogue.** Les travaux ont repris ce jeudi 15 septembre à la cité de l'Union africaine où se tient le dialogue politique. Ils avaient été interrompus lundi après la suspension de la participation de l'opposition. Le facilitateur Edem Kodjo a demandé aux trois commissions thématiques de poursuivre les travaux là où elles les avaient arrêtés. Il a rappelé l'accord trouvé entre la majorité et l'opposition au sujet de la refonte du fichier électoral et de la séquence des élections.

**Lac Edouard: la société civile réclame la démarcation des frontières lacustres.** Une dizaine d'organisations de la société civile du Nord-Kivu, regroupées au sein de la plateforme dénommée Synergie des écologistes pour la paix et le développement (SEPD), ont demandé au ministre congolais de l'Agriculture, Pêche et Elevage d'accélérer le processus de démarcation des frontières sur le lac Edouard pour éviter les conflits entre les pêcheurs ougandais et congolais.

**Dialogue: «Tout doit se faire conformément à la constitution», affirme Aubin Minaku.** « Avant, pendant et après le dialogue, tout doit se faire conformément à notre constitution », a déclaré jeudi 15 septembre le président de l'Assemblée nationale, Aubin Minaku, à l'occasion de la rentrée parlementaire. Pour lui, le respect de la constitution passe par le respect de « tout le corpus constitutionnel de bout en bout ». Dans son discours, le président de la chambre basse du Parlement a aussi insisté sur la nécessité d'un accord à la fin du dialogue politique qui se tient actuellement. Un accord qui permettrait au pays de disposer « d'un schéma électoral clair et précis ».

**RDC: l'ANAPI invite les entrepreneures à investir dans le tourisme.** L'Agence nationale pour la promotion des investissements (ANAPI) a organisé jeudi 15 septembre à Kinshasa une matinée d'échanges avec les femmes entrepreneures qu'elle a invitées à investir dans le secteur du tourisme. « Les opportunités d'investissement comprennent la réhabilitation et la construction des hôtels, restaurants, aires protégées et autres infrastructures touristiques. L'aménagement des sites touristiques n'attend que vos initiatives et le sens d'entreprenariat qui peuvent émaner de vous », a plaidé Wivine Mumba Matipa, directrice générale de l'ANAPI.

**Gemena: des présumés assassins d'un agent de Soficom devant la justice.** Le procès du meurtre de l'employé de l'agence de transfert d'argent Soficom, Tutu Penze, tué il y a deux semaines sur la route de Zongo (Sud-Ubangi) a débuté jeudi 15 septembre au Tribunal militaire de Gemena. Parmi les cinq personnes accusées de meurtre, trois sont des militaires. Le chef de l'agence de Soficom à Gemena est poursuivi pour avoir envoyé en mission son agent avec 40 000 dollars américains, sans lui assurer la sécurité. Selon le ministère public, cette attaque a été préparée par le petit-frère de la victime en complicité avec des militaires.